couv ca 271 juin 2017:CA 29/05/17 8:24 Page 1

COURANT ★ ALTERNATIF

courant alternatif

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N° 271 | JUIN 2017 | 3€

Lutter toujours... car Macron veut nous rouler



COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Égrégore – BP 81213 – 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé à Limoges

La maquette à Poitiers

La commission journal du numéro d'octobre aura lieu dans le Quercy

POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

☐ 10 numéros + hors séries	30 euros
☐ Sans les hors séries	25 euros
☐ Tarifs reduits (pour les fauchés)	18 euros
☐ En soutien	+ de 30 euros
☐ À l'essai (3 numéros)	5 euros
☐ Un numéro sur demande	GRATUIT

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égregore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

CONTACTER LOCALEMENT l'Organisation Communiste Libertaire

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com

AUVERGNE
ocl-Moulins@orange.fr

BRETAGNE
oclnantes@free.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES
OCL c/o egregore BP 81213
51058 Reims cedex
lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE
oclidf@riseup.net

LIMOUSIN
ocl.limoges@laposte.net

MIDI-PYRÉNNÉES
OCL c/o Canal Sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31 400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD
• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr
•Lille : oclille@gmail.com

NORMANDIE
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE
ocl-eh@orange.fr

PERIGORD/QUERCY
ocl2446@yahoo.fr

POITOU-CHARENTES
• ocl-poitou@orange.fr
• oclcognac@ymail.com

RHÔNE-ALPES
• Lyon : "courant alternatif"
c/o Maison del'écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.net
• Valence :
ocl-valence@riseup.net

SUD-EST
Grasse : ocl.sudest@gmail.com

CONTACTS
Figeac, passer par
oclibertaire@hotmail.com



SOMMAIRE

CORRESPONDANCE

OCL c/o Egregore
BP 81213- 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

http://www.oclibertaire.lautre.net/

COURANT ALTERNATIF
juin 2017
Mensuel anarchiste-communiste
COM. PAR. 0620G86750

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims
Imprimé sur papier recyclé



LUTTER TOUJOURS

Et voilà Macron élu avec 20,7 millions de voix. Malgré les pressions pour contrer le risque Le Pen, plus de 16 millions d'inscrits ont choisi de s'abstenir, voter blanc ou nul. Si on y ajoute les 3 millions de personnes en droit de s'inscrire qui ne le font pas, il y a donc 19 millions d'électeurs potentiels qui, comme nous, ont refusé de participer au cirque électoral ou refusé ce choix ignoble.

Malgré cette élection « par défaut », malgré le fait qu'il n'y a que 18% des inscrits qui l'ont choisi dès le premier tour, le nouveau président continue sur sa lancée et veut imposer dès le début de son quinquennat sa politique de droite libérale. Se présentant comme « ni de droite, ni de gauche », le président « en marche » veut surtout nous rouler. Le gouvernement qu'il a construit est clairement à droite.

Le premier ministre, le ministre de l'économie, celui de l'action et des comptes publics viennent tous trois des Républicains. Même s'il est présenté comme un membre de la « société civile », vu qu'il n'est pas élu, le ministre de l'éducation, proche de Juppé, a été recteur de l'académie de Guyane puis de celle de Créteil (2007-2009) où il a inauguré un modèle managérial de gouvernance. Il a ensuite officié au ministère de 2009 à 2012 comme directeur général de l'enseignement scolaire, où il a appliqué la politique de destruction des postes du gouvernement Sarkozy. Très favorable à l'autonomie des établissements, il sera en plein accord avec la ministre de l'enseignement et de la recherche qui veut développer la concurrence entre enseignement supérieur privé et public et renforcer le partenariat avec les entreprises.

D'autres affairistes libéraux arrivent au pouvoir : La ministre du travail est passée, comme DRH ou administratrice, par Business France, Danone, Dassault Systèmes, SNCF, Orange, Aéroports de Paris, etc. Celle déléguée aux transports est passée par la SNCF et Eiffage avant de diriger la RATP. La ministre de la santé, présentée simplement comme un grand médecin a été présidente de l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) et membre du comité de l'énergie atomique au CEA (Commissariat à l'énergie atomique). Elle est opposée à la loi Bertrand qui a été instituée pour contrôler les conflits d'intérêts dans le domaine de la santé. La ministre de la culture, si elle jouit d'une bonne image dans les milieux intellectuels grâce au travail intéressant de la maison d'édition créée par son père, est avant tout une femme d'affaire qui a bouffé certains de ses confrères. Les conditions de travail d'une partie des correcteur-trices de sa maison d'édition n'ont rien d'enviable avec le développement de l'auto-entreprenariat obligatoire, le paiement à la tâche, bref un autre pan de l'ubérisation, dans le non-respect de la convention collective nationale de l'édition.

Les ministères régaliens : justice, intérieur, armées, affaires étrangères, affaires européennes, outre-mer, sont confiés à des centristes : trois du MoDem, une du PRG et deux de l'aile droite du PS. Le ministre de la « cohésion des territoires », issu lui aussi de la droite du PS a été rapporteur de la « loi Macron ». Celui de l'agriculture, vieux sénateur PRG, qui a sauvé l'exportation de viande de bœuf française vers la Turquie en faisant retoquer par le Conseil Constitutionnel la loi condamnant le négationnisme du génocide arménien. On peut être de centre-gauche et copiner avec Erdogan, si c'est dans l'intérêt des éleveurs français !

Enfin, il y a le ministre de la transition écologique et solidaire, écotartuffe médiatique avéré, caution écologiste de Macron après avoir conseillé Chirac, Sarkozy et Hollande, qui ne fera rien contre son premier ministre ex-AREVA. Pour finir, on ne sait pas grand-chose du positionnement politique de la ministre des sports, sinon qu'elle est favorable au sport de haut niveau et à la candidature de Paris aux JO de 2024 et qu'elle n'est sans doute ni de droite ni de gauche…

Voilà donc un gouvernement libéral en ordre de marche pour tenter d'obtenir une majorité aux élections législatives de juin. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils lancent les réformes d'ici-là, ce serait trop risqué. Ce sera beaucoup plus facile pour eux d'attendre l'été pour faire passer leurs ordonnances, et la pilule risque d'être fort amère pour tous les salariés ainsi que pour les demandeurs d'emploi.

Comme l'explique l'article sur les décompositions et recompositions politiques, il n'y a rien à attendre de la « gauche de la gauche ». L'élan important qui a permis à Mélenchon d'approcher des scores de Fillon et Le Pen, est saboté par le leader de la « France Insoumise », se coupant de ses alliés et croyant qu'il peut seul constituer la principale force d'opposition à Macron. Comme toujours, ces calculs politiciens ne peuvent mener qu'à l'échec.

La résistance au libéralisme, elle se fera d'abord dans les luttes au quotidien, ainsi que dans les manifestations. La permanence des luttes sociales en période électorale, la solidarité que rencontrent les travailleurs ubérisés ou défendant leur gagne-pain, les manifs et slogans « ni Macron ni Le Pen », sont le signe que des millions de personnes peuvent se retrouver dans un front social (pas forcément celui labellisé comme tel) contre le libéralisme.

Les terrains de luttes seront nombreux, nous avons pu le voir dans les précédents numéros de Courant Alternatif, avec un accent mis sur la précarisation généralisée (dite aujourd'hui ubérisation de la société) vers laquelle nous mènent les libéraux. Il ne faut pas oublier les luttes contre le contrôle sur nos vie, dont Linky est un des éléments, ainsi que les luttes écologistes et antinucléaires. De même que le capitalisme est mondial, il est toujours nécessaire de s'informer et établir des solidarités avec les peuples en lutte, comme par exemple dans ce numéro, le Mexique.

Limoges, 27 mai 2017
Journée nationale de la Résistance

Journée nationale de la résistance ? Mais c'est tous les jours qu'il faut résister… Bien sûr, cette journée à été choisie pour commémorer l'organisation de la résistance française face au nazisme et au pétainisme. Elle a été fixée à la date anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance et les résistants de ce temps avaient affaire à des ennemis bien plus dangereux que les nôtres. Par contre, ce sont bien les acquis sociaux issus des luttes ouvrières antérieures et du programme du CNR que les capitalistes libéraux veulent détruire. C'est pour cela qu'il nous faut résister encore et lutter toujours.

Décomposition et recomposition politiques



Ces élections présidentielles vont très certainement marquer cette 5e République à tel point que nous pouvons nous demander si nos élites ne vont pas satisfaire l'un des fantasmes de Mélenchon en passant à la 6e…

Sommes-nous en train de passer de l'alternance gauche-droite que nous connaissons depuis des décennies à un pouvoir regroupant la gauche de la droite et la droite de la gauche selon les besoins de la bourgeoisie éclairée ?

Pas de trêve électorale !

Traditionnellement, à l'approche d'élections majeures, le nombre de luttes sociales et de journées de grève tend à baisser. Pour l'instant ce n'est pas le cas car d'après les statistiques disponibles, il y aurait eu plus de luttes et de grèves pendant les premiers mois de l'année 2017 que pendant toute l'année 2016. A noter, qu'il faudra attendre encore quelques mois pour avoir la confirmation de ce résultat.

Pourtant, en 2016, il y a eu le mouvement contre la loi travail mais qui n'a pas généré énormément de journées de grève. Par contre ce mouvement, de par sa durée très longue, a permis à ce que se tissent des liens horizontaux entre certaines sections syndicales de base de différents secteurs économiques de diverses régions, divers collectifs de lutte… C'est ainsi que fut organisée une manifestation significative à Paris le samedi 22 avril, veille du 1er tour. C'était une Première ! Elle a regroupé plusieurs milliers de personnes venant de secteurs en luttes, des métiers du travail social… aux livreurs à vélo et elle n'était pas constituée que de militants à la gauche du P.-S. Ce type d'initiative a été renouvelé au lendemain du 2ème tour avec encore un peu plus de succès. Sans « cracher dans la soupe » il faut tout de même pas trop s'enflammer car plusieurs milliers de personnes dans la rue, c'est peu par rapport à l'enjeu. Attendons donc ce qu'il va se passer ou pas dans les entreprises, quelle sera l'ampleur de « l'état de grâce », s'il existe. Il y a actuellement de très bons indicateurs niant ce traditionnel « état de grâce » avec le dur conflit à la GM§S à la Souterraine dans la Creuse, la reprise de la grève des éboueurs nantais, la grève chez Mc Do à Soissons et Villers-Cotterêts, etc.

Des primaires … pour 27% des suffrages exprimés au 1er tour !

Le modèle américain des primaires s'est effondré. A gauche, si le Président sortant avait eu quelques crédibilités, ces primaires n'auraient pas eu lieu d'être car il était le candidat naturel à cette élection présidentielle. Avant qu'il ne se désiste, le PS avait tout de même décidé d'organiser des primaires. Finalement F. Hollande n'a même pas osé s'y présenter ; c'est quelque part dommage … car il aurait été le premier Président sortant à ne pas se qualifier ! Finalement c'est M.Valls, représentant du quinquennat, qui va défendre le bilan et prendre une magnifique claque ! Quant au résultat de ces primaires, malgré la charte que tous les candidats ont signé, il ne sera même pas respecté par les mauvais perdants ! Sitôt élu représentant de la gauche aux présidentielles, B. Hamon va collectionner les trahisons et finir avec moins de 7% des suffrages exprimés. Quant aux dinosaures (Valls, Le Drian, Le Foll,…), et la majorité du PS, ils ont vite laissé les clefs du parti aux frondeurs et tenté de se recycler chez « l'enfant prodige » qui s'était mis en marche !

A droite, donné gagnant par tous les sondages, Juppé (un ex-premier ministre de Chirac) va se faire doubler sur sa droite par l'ex-premier ministre du quinquennat de Sarkozy. Fillon apparaissait comme étant celui qui allait gagner facilement les présidentielles et redonner le pouvoir à la Droite dure. Finalement, se faisant rattraper par des affaires de corruption, il va, en se maintenant contre vents et marrées, faire perdre son camp.

Les lauréats de ces primaires à gauche et à droite ne vont recueillir qu'un peu plus d'un quart des suffrages exprimés au 1er tour et disparaître des radars pour le second.

Des tournants dans l'histoire politicienne française

C'est déjà bien la 1ère fois dans des élections présidentielles qu'aucun candidat ne défend clairement le bilan du quinquennat passé… Notons aussi que ceux et celles qui sont au pouvoir par alternance depuis des décennies ont été éliminés dès le 1er tour.

A la gauche de la gauche, on a vu Mélenchon s'autoproclamer candidat voici plus d'un an, se moquer et marginaliser encore davantage les restes du PCF, faire disparaître le Front de Gauche et créer ce que devait être une machine de guerre électorale : la France Insoumise. En fait, ce leader charismatique, politicien professionnel, essaie de développer un populisme de gauche en opposition au populisme de droite du Front National en s'appuyant sur les travaux de la philosophe Chantal Mouffe qui a influencé « Podemos » en Espagne (1). Evidemment le « peuple » de

(1) Lire à ce propos l'interview de Chantal Mouffe réalisé par Alexandre Devecchio pour FigaroVox (http://www.lefigaro.fr/vox/politique)

JL Mélenchon est complètement différent de celui du FN qui en exclut l'immigration. Néanmoins, les drapeaux rouges des meeting de Mélenchon de 2012 ont été remplacés par ses partisans, 5 ans plus tard, par des drapeaux tricolores. En reprenant le symbole du nationalisme franchouillard porteur de tant de dominations (dont la coloniale !), les Insoumis(es) courent le risque d'avoir quelques problèmes de compréhension dans des quartiers où les résidents sont issus des migrations. Cette histoire de « France Insoumise » semble être surtout une machine électorale qui, avec près de 20% au 1er tour, a néanmoins redonné la pêche à beaucoup de militant-e-s qui cherchent encore et toujours un débouché politique aux mouvements sociaux dans le cadre des institutions.

On ignore ce que va devenir le PS après les législatives mais il semble qu'il y a peu d'espoir qu'une gauche soit en capacité de remporter des élections nationales dans un proche avenir. Par contre, nous n'en dirons pas autant de la Droite « Les Républicains » qui peut encore espérer gagner les législatives s'ils ne se font pas trop rogner leur aile droite par le FN et surtout leur aile gauche par « En Marche ». Cela donnera Macron président et Baroin premier ministre, … pas incompatible comme cohabitation, mais si tel était le cas, ce serait un échec de la stratégie de Macron dans sa constitution d'une gouvernance centriste (ni gauche, ni droite).

M. Le Pen a axé toute sa stratégie sur la perspective de détacher à terme une partie importante des Républicains pour former une grande coalition de droite réactionnaire et souverainiste. Elle a déjà réussi à cadenasser « Debout la France » et quelques personnalités réactionnaires isolés comme De Villiers et Boutin. Il semble que pour M. Le Pen, l'échéance de 2017 n'était pas celle visée contrairement à une partie de ses cadres ce qui peut impliquer des ruptures après les législatives. M Le Pen a surtout manqué de propositions claires au niveau économique et monétaire. Elle est encore loin du compte pour espérer gagner en 2022 mais d'ici là le paysage à droite n'a pas fini de se décomposer/recomposer. Reste que pour accéder au pouvoir, il va falloir que l'extrême droite séduise une partie non négligeable du patronat, des places financières… et une partie de la Droite traditionnelle. Par contre, M. Le Pen a obtenu plus de 10 600 000 voix ! En s' appuyant sur une étude commandée par Le Monde, France Télévision, Radio France et Le Point réalisée par l'institut Ipsos, les cadres et les Bac + + auraient voté à plus de 80 % pour Macron, les professions intermédiaires seraient exactement dans les résultats finaux du 2nd tour ; 46% des employés auraient voté Le Pen et 30% se seraient abstenus ; quant aux ouvriers, 56% auraient voté Le Pen mais 32% se seraient abstenus. Plus le niveau des revenus mensuels est faible, plus le vote Le Pen est important ainsi que l'abstention. Il y a là un vote et une abstention de classe ! Cela indique clairement que pour lutter contre le FN, le folklore et la rhétorique antifascistes sont complètement inopérants. Des tas de gens se trompent de colère et se réfugient toujours sur ce qui est le plus simpliste à savoir la recherche de boucs émissaires à leurs difficultés de vie ou de survie, qu'ils trouvent dans l'immigration, c'est-à-dire chez l'autre. Si nous voulons que « l'autre » change, il n'y a pas d'autres solutions que de développer des résistances et des solidarités intergénérationnelles, multiculturelles, face aux attaques des patrons, de l'Etat et ses administrations (CAF, pôle emploi, CPAM, expulsions locatives, huissiers, etc.)

Nous ne sommes plus en 2002 !

Eh oui, comme on pouvait s'y attendre, M. Le Pen se retrouvera au second tour. Contrairement à 2002 avec son père, ce ne fut pas une surprise ! Pendant l'entre deux tours, pas de front républicain ni de manifs antifascistes significatives. Bien au contraire, quasiment toutes les manifs auront pour slogan : Ni patrie, Ni patrons, Ni Lepen Ni Macron ! Le consensus républicain habituel n'a pas fonctionné dans la rue. A cela, plusieurs explications :

- A la source, il y a eu l'attentat contre Charlie Hebdo en janvier 2015 et le fameux « nous sommes tous Charlie ». Les protestations du type « nous n'en sommes pas » ont été peu entendues et souvent difficiles à assumer mais le Pouvoir en a trop fait, d'autant plus que sa seule réponse a été la répression avec ses états d'urgence qui n'en finissent pas et qui sont loin d'être utilisés seulement contre les dangereux terroristes fous de Dieu !

- Dans le consensus républicain il y a eu une coupure qui s'est peu à peu constituée entre le PS et les extrêmes gauches du terrain social. Historiquement et encore un peu en 2002, l'un des ponts entre ces extrêmes gauches et le PS était les Verts qui avaient un passé issu de la culture contestataire et le monopole de l'écologie. Aujourd'hui, EELV s'est effondré et ce pont est « en travaux » provisoires. L'autre pont fut et est encore celles et ceux qui se revendiquent de l'idéologie antifasciste comme élément central d'une identité politique. Cela a pris du plomb dans l'aile même si c'est encore présent un peu comme du folklore.

- Puis, il y a surtout eu ce mouvement contre la loi travail avec son contenu de classe indéniable. Comment voter Macron alors qu'il est le parfait promoteur de cette loi El Khomri et qui ne se cache pas qu'une fois élu, il ira encore plus loin ? Comment se restreindre à lutter contre le fascisme alors que ceux et celles qui sont au pouvoir ou qui vont y accéder ne sont porteurs d'aucun espoir, d'aucun avenir à moins d'avoir comme projet individuel de devenir un « winner ».

Néanmoins, au 2e tour, et c'est cela qui est important, qu'on se soit abstenu, qu'on ait voté blanc ou nul ou même voté Macron en se « bouchant le nez », ce n'est pas ce choix qui a divisé même si, sur les réseaux sociaux, on a pu encore constater l'agressivité de partisans du vote Macron sur des bases antifascistes comme ceux exprimés par quelques groupuscules issus de l'extrême gauche marxiste-léniniste. Espérons que leur décomposition ira à son terme. Reconnaissons que c'est la position de Mélenchon au second tour (liberté dont l'abstention) qui a légitimé aux yeux de beaucoup le vote blanc qui a été la véritable manifestation de la fissure dans le « consensus républicain ».

Ce 2e tour a confirmé ce qui s'était passé dans la rue, à savoir plus de 25% d'abstention alors que la moyenne pour ce type d'élection est de 20% et surtout plus de 4 millions de votants nul ou blanc. Il faut toujours faire attention à toute interprétation des résultats électoraux, c'est ainsi que nombre de parti-



sans de la Droite ont pu voter nul ou s'abstenir. Voter anonymement dans l'isoloir peut amener nombre de personnes à déposer un bulletin pas forcément conforme aux prévisions. Néanmoins, l'abstention est particulièrement élevée parmi les électeurs qui avaient voté Jean-Luc Mélenchon au premier tour : 24% d'entre eux ne se sont pas déplacés ce 7 mai. Les 18-24 ans (34%) et les chômeurs (35%) sont les catégories qui se sont le plus abstenues. Par ailleurs, plus de 4 millions d'électeurs (soit 8,6% des électeurs inscrits et 11,5% des votants) ont glissé un bulletin blanc ou nul dans l'urne lors de ce second tour. Il s'agit d'un record absolu sous la Ve République.

En définitive, Emmanuel Macron a donc été élu par seulement 43,6% des électeurs inscrits, alors que le total de l'abstention et des votes blancs et nuls atteint 34%. Ce pourcentage de 43,6 % ne tient évidemment pas compte des non inscrit-e-s estimés à plus de 5 millions et les résident-e-s qui n'ont pas la nationalité française.

Les « winners » ont leur président !

Macron est un perpétuel 1er de la classe. Diplômé de Sciences Po Paris en 2001, il réussit le concours de l'ENA (Ecole Nationale d'Administration) dont il sort parmi les premiers en 2004, ce qui lui permet d'intégrer le corps de l'IGF (Inspection Générale des Finances). L'IGF est, avec l'Ecole des Mines (majors de l'Ecole Polytechnique), l'un des plus puissants grand corps de l'Etat, cette « noblesse d'Etat » selon le sociologue Pierre Bourdieu qui constitue la colonne vertébrale de la classe dirigeante française depuis les années 50. L'IGF ne recrute que 5 ou 6 énarques chaque année qui auront pour fonction d'atteindre les sommets des plus importantes hiérarchies du pouvoir politico-administratif et économique du pays que ce soit au niveau de l'Etat ou dans le Privé (conseils d'administration des entreprises du CAC 40, les directions générales des grandes banques et assurances). En 2008, il commence une courte carrière de banquier d'affaire chez Rothschild. Il est d'ailleurs adhérent au PS entre 2006 et 2009. Il est nommé secrétaire général adjoint au cabinet de Hollande en 2012 puis ministre de l'économie de l'industrie et du numérique en 2014. En avril 2016, il fonde son mouvement politique « En Marche ! », puis démissionne pendant l'été 2016 de son poste de ministre afin de préparer à plein temps son accession au poste suprême de chef de l'Etat.

Macron a été membre du groupe des Gracques, collectif de hauts fonctionnaires et de patrons proche de l'aile droite du PS qui prône depuis sa création en 2007 une alliance entre le PS et le centre de F. Bayrou. Ce projet de constitution d'une majorité centriste est né après l'élection de Chirac en 2002 qui finalement refuse la proposition de Bayrou au profit de la constitution de l'UMP, parti unique de droite de la majorité présidentielle.

Si nous y regardons bien, la permanence des 2 blocs gauche-droite en alternance au pouvoir en France n'a pas permis d'aller jusqu'au bout dans ce qu'ils appellent, tous et toutes, les « réformes » qui ne sont que la fin des acquis sociaux obtenus par nos luttes. Sous Hollande, il a fallu que le pouvoir en place, faute de consensus parlementaire dans son propre camp, ait recours au 49-3 tout en ayant, avant, fait des concessions. L'idée d'une grande majorité centriste regroupant la droite de la gauche et la gauche de la droite pour mener des réformes prônées par les cercles du pouvoir depuis longtemps et que l'Allemagne a réussi à mettre en place, pourrait trouver une concrétisation, en France, grâce à Macron. Reste une inconnue, la naissance ou non d'un mouvement social d'ampleur remettant en cause le dessein de ces « winners ».



Denis, OCL Reims

Patrick « Flashball » Strzoda nommé directeur de cabinet d'Emmanuel Macron

Le nouveau président de la République s'est choisi un bras droit sur-mesure, qui s'est notamment illustré par une répression sanglante des manifestations contre la loi Travail à Rennes.

La nomination de Patrick Strzoda comme « dircab » d'Emmanuel Macron envoie un signal fort à celles et ceux qui s'apprêtent à lutter pendant les cinq prochaines années contre le programme de casse social du nouveau chef de l'État : « Vous allez en prendre plein la gueule ».

Passé par l'ENA, Strzoda a occupé différents postes de préfet avant d'atterrir en Bretagne en juin 2013. C'est à ce titre qu'il va s'occuper de la répression du mouvement contre la loi Travail, une répression qui sera particulièrement violente dans la ville de Rennes. Sur Twitter, l'un des opposants locaux à la loi Travail a témoigné :

« Il est le responsable des violences policières inouïes que nous avons connu. Et il s'en battait les couilles, totalement. Lors d'une réunion intersyndicale ou avec une camarade on représentait l'AG de Rennes 2, l'ensemble des syndicats demandait l'éloignement du dispositif policier, parce qu'ils étaient trop près et que ça augmentait les violences policières (ils avaient gazé les retraité-e-s CGT).

Et Strzoda, consterné, nous explique droit dans les yeux qu'on est pas là pour ça, et que non seulement il va augmenter le dispositif mais qu'il va les rapprocher.

A ce moment, ma camarade lui explique que c'est a cause de la police que son bras est en écharpe. Sa réponse ? «Prouvez le, portez plainte» avec un air narquois. Le nouveau dir-cab du président Macron. Cette ordure.

Alors évidemment on lui dit que c'est criminel, qu'il va se passer quelque chose de grave (alors qu'il y a plus de 150 blessé-e-s). Il s'en fout. La manif suivante, un camarade perdait son œil [1]. Définitivement. Voilà le bilan de Strzoda.

J'aurais aimé le voir, lui dire qu'on avait raison. On a pas pu. Entre temps, il était promu dir-cab de Cazeneuve, a l'Intérieur.Le préfet le plus violent, voir criminel, de la loi Travail (plus de 300 blessé-e-s) est donc dir-cab de Macron. Salopards. »

Ce témoignage va dans le même sens que celui publié par le journal l'Humanité. Nommé auprès de Cazeneuve le 4 mai 2016, Strzoda a ensuite pu coordonner les efforts de répression au niveau national. Les blessés par centaines des mouvements sociaux de l'année passée sont, pour une bonne part, à mettre à son crédit. « En marche ou j'te crève un œil », nouvelle devise du mouvement de Macron ?

Article repris du site larotative.info

[1] Victime d'un tir de LBD40, communément appelé « flashball », même s'il ne s'agit pas de la même arme.

Compteurs Linky : la guerre éclair rêvée d'Enedis

En mai 2016, CA relayait la campagne de refus des « compteurs intelligents » Linky qu'Enedis (ex ERDF), avec le soutien assuré de l'État, entendait imposer à quelques 35 millions de foyer en cinq ans seulement. À l'époque, il s'agissait de présenter l'opération comme une banale évolution informatisée de la gestion de notre consommation d'électricité. Las ! Quelques usagers – on dit maintenant clients – ont dévoilé les caractères nocif, dangereux et liberticide inavoués du Linky, sont entrés en résistance et ont essaimé.



Sur fond d'opacité volontaire,de mensonge organisé, de désinformation érigée en système, c'est au pas de charge qu'Enedis installe désormais ses compteurs new-look. Il est en effet crucial pour l'entreprise du *smart grid* de prendre de vitesse les récalcitrants et pour cela tous les moyens, légaux ou pas, sont bons.

L'enrôlement

« *39 000 salariés, le groupe, qui revendique «une culture d'ingénieurs», compte «40% cadres, 10% intermédiaire et 50% de techniciens»* » peut-on apprendre de Chantal Gernemont, directrice du numérique chez Enedis. Les hommes du rang sont donc issus d'une autre « culture ». Ils seront recrutés chez ou par : Agiscom, ERS, LS services, Sera Airria, Atlan'tech, GMV, OTI, Setelen, Chavinier, Parera, Phinelec, SFATD, DSTPE, Link Elec Solutions, Satelec et le groupe européen coté en bourse Solutions 30, les seize boîtes de élues en 2015 par ERDF, une trentaine aujourd'hui. L'embrigadement sera confié aux professionnels que sont Pôle emploi, les têtes de file de l'intérim Manpower, Adecco et Randstad mais aussi Indeed ou Qapa sur le net. Et tous les autres, même la rubrique des offres d'emploi du magazine *L'Étudiant* est mise à contribution ; vivier de précaires oblige… Bref, le ban et l'arrière ban des marchands de gagne-pain.

« *Devenir poseur Linky, c'est simple et très rapide avec l'Afpa* » ! C'est le credo de l'organisme de formation classique et acteur du service public de l'emploi (SPE) dont la situation sur un marché particulièrement concurrentiel est on ne peut plus fragile. L'Afpa propose une formation, en amont de celle dévolue au recruteur, en trois modules courts (entre 3 et 9 jours) pour augmenter ses chances au d'accéder au job. Dans la pratique, n'importe qui peut postuler, l'Apave transformera le chômeur en poseur en 21 jours. « Entre septembre et décembre 2015, cette société [avait] ainsi déjà formé cent cinquante agents venus de tous les horizons professionnels. » Après cet entraînement accéléré, l'incorporation sera facilité par la vieille recette des contrats aidés.(1)

Une fois embauché le soldat du Linky sera confronté à un autre boulot que la simple pose d'un compteur. Il devra aller au contact du client. Si ce dernier est docile, pas informé ou embobiné, tout se passera bien, dans le cas contraire…(2)

Le terrain

Dans le cas contraire, l'état major a prévu une feuille de route pour réagir à l'épreuve du feu. Une fiche intitulée « Que faire face au refus sur le terrain ? Situation poseurs » est remise aux recrues pour palier aux difficultés de la mission.

Pas suffisant semble-t-il ! Témoignage d'un poseur, qui a tenu cinq mois sur cet emploi, atteste du sale boulot à accomplir :« *j'avais l'impression d'être une sorte de SS ou de Gestapo chargé d'imposer un poison chez les gens […] Nous avons pour consigne de tout faire pour convaincre les récalcitrants, témoigne Marco* (le prénom est changé). *Aux mensonges et menaces par courriers, coups de fil et SMS à répétition de la part d'Enedis, s'ajoutent les visites des techniciens qui vont défiler toute la journée pour les faire craquer.* ».(3)

Ainsi la réalité d'un coup de force est-elle partagée par les abonnés avertis et des travailleurs de terrain qui ne laissent pas leur conscience au vestiaire.

Tous les employés des sous-traitants d'Enedis n'ont pour autant pas de ces états d'âme. Soumis à leur besoin d'argent – un peu comme des contrebandiers de base qui chassent le gorille ou le rhinocéros –, ils font le job , touchent le salaire, d-ailleurs variable d'une boîte à l'autre, avec voiture de service, avantages éventuels (panier repas, caisse à outils fournie…) et… une prime variable sur objectifs. Voilà qui nourrit les vocations de mercenaires.

Et le résultat ne se fait pas attendre pour poser le *Linky* par la force ; les coups-de-main se multiplient : violations de domicile, effractions, mesures de rétorsion (coupure du courant), menaces d'amendes ou de facturation et même maltraitance et agressions physiques !(4)

Harcèlement, intimidation, menaces… les méthodes maffieuses déployées contre les particuliers se conjuguent aux pressions exercées sur les communes, les plus petites notamment. Exemples d'intimidation :

- Avec l'appui de l'État, Enedis a mis en œuvre sa campagne en établissant des têtes de pont sur de très petites communes. Le plus souvent, en début de conquête surtout, ni les habitants ni

(1) http://union.libreservice-web.fr/magazine/article/poseur-linky-une-formation-de-diee.html
(2) Médiapart
(3) ibid (2)
(4)http://refus.linky.gazpar.free.fr

les maires n'étaient informés – en tout cas pas par les institutions ni l'industrie de l'énergie – du caractère inquiétant du *Linky*. Mais dès les premiers échos, toute tentative de rébellion a été matée. Ainsi un village de 160 habitants en Dordogne, a voté le 6 avril 2016 une délibération en conseil municipal refusant l'installation de ces compteurs sur la commune. Or, c'est une décision que seul le maire est habilité à prendre. La Préfecture, donc l'"État, en allié objectif d'Enedis, s'engouffre aussitôt dans la brèche demande une suspension de la délibération qu'elle obtient du tribunal administratif de Bordeaux et qui, en sus condamne la commune « *non pas [à] une amende à l'État mais des frais* (1200 euros ndlr) *pour un cabinet privé venu à la rescousse de la préfecture (qui n'était pas représentée à l'audience)* ».(5)

- Une commune de 274 habitants dans les Alpes-Maritimes, a, elle, reçu un appel du préfet local pour lui ordonner de retirer sa délibération refusant le compteur, le lendemain même du vote.(5)

- En Bretagne, Enedis implante durant leur absence un *Linky* chez les particuliers. Chez l'un d'eux, le maire décide d'intervenir pour faire stopper les travaux. Résultat : « Avec l'accord d'Enedis, le prestataire, Atlantech, a fait venir la gendarmerie sur place ! ». Le maire avait demandé à ce qu'aucun compteur ne soit posé, le temps d'obtenir les résultats de l'étude de l'Anses sur le sujet. Réplique : une mise en recours gracieux contre son mandat d'élu. Le maire saisit l'Association des maires de France (AMF). D'autant que, selon lui, le Syndicat départemental d'énergie du Finistère (Sdef) « a reçu un mail de la part d'Enedis, mettant en cause la mauvaise volonté des communes à informer leurs administrés.(6)

Une vaste campagne de nombres de présidents de Syndicat départementaux d'énergie a été lancée pour renoncer « spontanément » à s'opposer à l'installation des compteurs Linky. Les éléments de langage de ces courriers pratiquement identiques sont ceux d'Enedis. Parallèlement, des préfets montrent un zèle particulier dans leurs démarches d'intimidation des élus locaux qu'ils traitent comme leurs subordonnés.

(5)http://www.letelegramme.fr/finistere/cast/compteurs-linky-la-tension-monte-encore-d-un-cran-08-07-2016 11140277.php#fV4fH5ewIcDW24ty.
(6) www.bastamag.net

Mouvement Stop-Linky Communiqué du 21 mai 2017

Des dizaines de manifestations citoyennes contre les compteurs Linky, Gazpar et cie ont eu lieu ce week-end dans toute la France

Un an et demi après le lancement du programme Linky par Enedis et quelques semaines après le rassemblement national devant Radio-France, des Journées nationales d'action Stop-Linky ont eu lieu les 19 et 20 mai un peu partout en France. Des actions ont eu lieu par exemple à Niort (cf reportage France3), à Cahors (cf article La Dépêche), à Toulon (cf article Var-Matin), ou à Rennes (cf reportage France bleu), etc.

Les manifestants demandent le respect du droit de refus pour les communes (à ce jour, plus 360 municipalités ont voté des délibérations contre les compteurs communicants) et, lorsque la commune ne s'engage pas, le respect du droit de refus pour les particuliers. Ils dénoncent aussi les intimidations et les violences commises par les sous-traitants d'Enedis qui utilisent les moyens les plus injustifiables pour imposer ces compteurs aux citoyens de plus en plus nombreux qui n'en veulent pas. Une pétition contre ces méthodes a déjà recueilli plus de 21 000 signatures.

Les communes et les particuliers sont de plus en plus nombreux à refuser les compteurs communicants pour plusieurs raisons : grave faute environnementale et financière (les compteurs actuels peuvent encore durer des décennies), factures en augmentation brutale, nombreux problèmes techniques (installations qui disjonctent continuellement, appareils qui dysfonctionnent, etc), mise en cause des libertés publiques (captation d'innombrables informations sur la vie des usagers), mise en cause de la santé publique (émissions de diverses ondes électromagnétiques), etc.

Résister commune par commune, quartier par quartier, logement par logement

La stratégie de progression d'Enedis consiste en l'établissement de têtes de pont dans les petites communes qui jouxtent des agglomérations plus denses. Lesquelles doivent être conquises au plus vite. Dans le Boulonnais par exemple, ce sont de petits villages aux alentours de Desvres (5000 habitants environ) qui ont été ciblées aux vues de naturaliser « l'avancée technologique » de la ruralité locale. En loucedé la plupart du temps, le courrier préparatoire ne laissant supposer l'ampleur des dégâts.

Tactiquement, il s'agit d'imposer selon les schémas vus plus haut les compteurs par tous les moyens et de profiter de l'ahurissement des victimes. Ainsi, on a pu constater qu'à Arras, une partie de la population s'est réveillée « linkysée » sans même s'en apercevoir jusqu'à, déjà, l'apparition des premiers problèmes. Une fois la ville ouverte à Enedis, officiellement, plus rien à faire que de subir. Et de se résoudre aux coûteux – à plus d'un titre – aménagements ultérieurs pour édulcorer ou masquer les nuisances. Et de gager sur la captivité des abonnés aux ventes de fichier, au contrôle social et autres nécessités qu'exige la *smart city* que le capitalisme high-tech et la politicaillerie inféodée ne cesseront de plaider.

Désormais, malgré les dénégations officielles, les risques sont connus et la renommée de la politique d'exaction d'Enedis soutenue par l'État précède désormais, autant que faire se peut, l'arri-

Linky : qu'en disent les syndicats ?

Travailleurs et consommateurs captifs, les travailleurs, du secteur énergétique notamment, ont forcément un avis quant à l'imposition du compteur communiquant *Linky*. Rapide coup d'œil sur les positions de quelques organisations syndicales.

Sans surprise la **CGE CGC** n'y voit que bonheur et progrès et dénonce « les tentatives de discrédit » des malveillants opposants. Comme ça, c'est fait.

Pour la **FCE CFDT** « *l'électricité est LE fluide énergétique de la nouvelle économie. Elle sera, comme le gaz, distribuée à travers un compteur communiquant, Linky, qui va à la fois simplifier la facturation, améliorer l'efficacité du dépannage réseau et ouvrir les usages.* » Bien.

Pour sa part, la **CFTC CMTE** reste basiquement factuelle. Dans son bulletin « La Comète » n° 55, elle tique sur l'hétérogénéité des tarifs qui, selon la centrale, « *aideront, peut-être, les consommateurs à mieux gérer leurs consommations de «pointe» mais ils pourraient aussi se traduire par des difficultés nouvelles, à commencer par celle de comparer les offres.* » . Voilà.

De son côté, FO aime bien la chasse au gaspi grâce à l'observation de la consommation et redoute la diminution des emplois à la clef mais craint que l'opération *Linky* coûte cher, le coût étant *in fine* supporté par le consommateur. Bref, corporatisme basique du service public.

La **CGT** reste, comme dans toutes les luttes, le syndicat des bases. Si les camarades du secteur **Énergies 77** dénonce le fond problématique pour l'usager du compteur déshumanisé, son combat porte essentiellement sur la casse de l'emploi. Plus fondamentalement, dans son rôle, la **CGT Consmaction (Indecosa**) s'implique radicalement dans la nécessité d'une lutte commune consommateur/ travailleur. Textes et engagement à l'appui.

Solidaires/SUD, les CNT tet CNT/AIT, enfin, attaquent avec virulence le totalitarisme *Linky*. Présents sur le terrain au sein ou relais des collectifs, ils accompagnent ou sont à l'initiative de diffusion d'info, d'interventions concrètes.

À l'évidence l'appréciation de l'osmose travailleur/ consommateur n'est pas à l'unisson. Mais un réel espoir existe d'une lutte conjuguée de ceux el celles qui subissent contre les diktat de la bourgeoisie qui impose ses intérêts industriels et politiques.

Que ce qui est prôné advienne...

vée des courriers et des poseurs. Des quantités de particuliers annoncent par pli recommandé que ce sera sans eux. Des collectifs de lutte se forment à mesure de l'agression annoncée.

C'est à vrai dire la seule solution valable : s'informer, diffuser la réalité du danger, s'unir, lutter. S'il n'existe pas de collectif proche, il faut en créer un ! Ne pas hésiter à se déplacer physiquement et en nombre à la mairie, la représentation de la communauté de commues ou d'agglomération ou chez le particulier harcelé.

Il est capital d'avoir en tête que ce combat n'est pas plus une chasse aux moulins à vent qu'une revendication quelconque de consommateur grincheux ou anti-tech primaire. L'enjeu est éminemment social et sociétal bref : politique ! Il ne s'agit rien moins que de lutter contre une vision du monde reposant sur l'autoritarisme, le contrôle social, la dévalorisation de l'individu, la répression de l'opposant, le déni de l'intégrité des personnes et de leurs lieux de vie, le triomphe de la mercantilisation et des intérêts industriels.

En Allemagne, les compteurs communicants ne sont imposés qu'aux foyers c'est certes encore trop consommant plus de 6 000 kilowattheures après un audit mandaté par le gouvernement fin 2013, qui stipule que l'adoption massive de nouveaux compteurs n'est pas dans l'intérêt du consommateur allemand. Et ce à contre-courant des directives de l'Union européenne.(7)

C'est possible de gagner et on n'a pas, on n'a plus le droit de perdre.

Boulogne sur mer, 19 mai 2017

(7)http://resistance-verte.over-blog.com/2016/03/l-allemagne-renonce-a-la-generalisation-du-compteur-intelligent.html







Fiche 3

Que faire face au refus sur le terrain ?

Situations poseurs

Enedis ou l'Entreprise de Pose mandatée est en droit d'accéder au compteur, même situé dans les parties privatives d'une propriété ou copropriété, dans la mesure où il s'agit de l'une de ses missions légales.

Dans le cas où le propriétaire ou syndic de copropriété a expressément manifesté son désaccord à l'installation du ou des compteurs, et que ce compteur est situé sur une propriété privée :

- Le technicien peut tout de même entrer dans la propriété et procéder au remplacement du compteur **si l'accès la propriété privée est réputé se faire librement** (absence de portail ou de muret, simple ouverture d'un portail/d'une porte non fermée à clé, accès accordé par un résident ...)
- Le technicien ne peut accéder au compteur, sous peine de constituer une **violation de domicile, si l'accès à la propriété est restreint par une barrière physique ou morale** (muret, porte fermée à clé, panneau « propriété privée, ...).

Situations sans présence physique du client

Situations pouvant être rencontrées	Conduite à tenir
Absence de portail ou de muret autour de la propriété *et absence de panneau interdisant l'entrée (propriété privée)*	• L'accès à la propriété est réputé se faire librement • Remplacer les compteurs normalement
Simple ouverture d'un portail (non fermé à clé) pour accéder au compteur *et absence de panneau interdisant l'entrée (propriété privée)*	• L'accès à la propriété est réputé se faire librement • Remplacer les compteurs normalement
Affiche à l'entrée de l'immeuble/de la maison refusant Linky (STOP Linky) *et absence de panneau interdisant l'entrée (propriété privée)*	• Ne pas tenir compte de l'affiche • Remplacer les compteurs normalement
Porte ou portail fermé mais le technicien dispose d'une clé vigik, d'un double de clé ou du digicode	• Remplacer les compteurs normalement
Cadenas/affiches sur le compteur ou le coffret ou la gaine	• Ne pas tenir compte des affiches • Casser le cadenas si besoin • Remplacer les compteurs
Accès aux compteurs / à la copropriété impossible du fait d'un obstacle (portail fermé à clé, grille fermée à clé, muret..)	• Tenter d'obtenir que le client ou un autre habitant du logement/de la copropriété vous ouvre (rechercher une sonnette, toquer à la porte) • Si impossible, faire ½ tour • Compteur à considérer comme inaccessible. Prise de rdv nécessaire
Affiche ou panneau à l'entrée interdisant l'accès au motif de la violation de domicile / propriété privée *Attention : L'indication doit être portée sur un écriteau qui paraît pérenne. Une simple feuille pouvant être arrachée ne constituerait pas une barrière à l'entrée*	**Dans le cas d'un ensemble collectif :** • Tenter d'obtenir que le client ou un autre habitant du logement/de la copropriété vous autorise à rentrer • Si impossible, faire ½ tour • Compteur à considérer comme inaccessible. Prise de rdv nécessaire. **Dans le cas d'une propriété individuelle** • Remplacer le compteur

Samedi 17 juin 2017 journée de mobilisation contre Center Parcs à Poligny (Jura)

Si la multinationale Pierre & Vacances ne s'est toujours pas prononcée définitivement sur l'implantation de son infrastructure, l'Etat, la Région, le Département coordonnent la mise en œuvre du projet de Center Parcs et lui déroulent le tapis rouge. Depuis des mois, tout se passe en coulisses et il est temps de réaffirmer notre opposition à ce projet destructeur.

Rappelons qu'il s'agit pour Pierre et Vacances de raser une partie des 100 hectares de forêt publique qu'il veut s'approprier pour y bétonner des parkings et y construire l'équivalent d'une ville de 2000 habitants composée de bungalows et bâtiments que le capitalisme industriel a pensé pour nous, que l'on soit salariés en vacances, travailleurs et travailleuses précaires à son service ou habitant-e-s des zones convoitées. Alors privatisée, cette forêt serait réduite à une bulle géante avec piscine chauffée à 29°C toute l'année et espèces végétales tropicales. Le tout financé avec l'argent public que les élus et les collectivités territoriales sont en l'occurrence prêts à accorder à cette multinationale dont les dividendes reposent sur l'exploitation des hommes, des femmes et de la Nature : conditions de travail déplorables, temps partiel subi, horaires flexibles, salaires de misère, privatisation et destruction de la forêt ... Bref, que ce soit d'un point de vue écologique, social ou démocratique, ce projet est une aberration complète, et il nous empêcherait tout simplement d'accéder et de déambuler dans la forêt jurassienne.

À Roybon en Isère où un projet de Center Parcs est actuellement stoppé par une ZAD et des recours en justice. Au Rousset en Saône-et-Loire, où la menace plane comme à Poligny dans le Jura, les rêves des bétonneurs sont nos cauchemars. Nous ne voulons, ni ici, ni ailleurs, la mise en concurrence des territoires et des êtres humains.

C'est pourquoi nous appelons toutes celles et ceux qui ne se résignent pas à confier aux promoteurs de la misère, aux managers de territoires et à leurs bulldozers le soin d'aménager et «gérer» nos forêts, notre travail, nos vies,à manifester le samedi 17 juin prochain à 10 h place des Déportés à Poligny.

Envisagée dans un esprit festif et populaire, la manifestation doit permettre à chacun et chacune d'exprimer son opposition à la Bulle Center Parcs, et pourquoi pas de façon poétique et imagée (par exemple avec des bulles de savon, ballons de baudruche, ...).

L'Assemblée d'Opposant-e-s à Center Parcs.

Programme sur :
https://stopcenterparcs.noblogs.org

Bois Lejuc, un enjeu crucial pour l'Andra et Cigéo



Etat des lieux général

L'Andra s'est installée en Meuse grâce à l'achat des consciences. Les 2 Groupements d'Intérêt Public (GIP) qui distribuent chaque année 30 millions d'euros de subventions au département de la Meuse et la même somme à celui de la Haute Marnes a joué un rôle essentiel dans l'acceptabilité sociale du projet. L'agence nationale a aussi développé localement un système de clientélisme. Dans les villages alentours, elle a instrumentalisé les querelles de voisinage et accentué la guerre des terres en s'appropriant plus de 3 000 hectares.

Redistribution foncière, cession de baux de chasse, invitation dans de grands restaurants et à des parties de chasse, emploi de membres de la famille des élus...

L'Andra s'est implantée sur ce territoire rural paupérisé à travers une série de petites magouilles. Il ne s'agit pas ici de grands scandales financiers mais d'une corruption diffuse qui mine le territoire et l'indépendance de la démocratie locale.

Historique du bois Lejuc

Depuis plusieurs années, l'agence cherche à acquérir le bois Lejuc appartenant à la commune de Mandres-en-Barrois pour y installer une de ses zones de surface de son projet de poubelle nucléaire CIGEO.

Le 13 janvier 2013, une consultation populaire à Mandres-en-Barrois refuse la cession du bois à 50 voix contre 35.

Le 2 juillet 2015, l'Andra revient à la charge et le conseil municipal a, cette fois-ci, évité de consulter la population en votant à 6 heures du matin une délibération pour céder le bois à l'Andra. Des habitants déposent un recours au Tribunal Administratif de Nancy le 21 décembre 2015 pour contester cette décision.

En 2016, L'Andra commence des travaux de déboisement et la construction d'un mur log de 3,8 km de log et de 2 m de haut pour protéger les 8 ha devant accueillir cinq puits destinés au transfert du personnel, de matériel et à la ventilation. A partir de mi-juin, ce chantier est envahi par les opposants. Une expulsion brutale survient en juillet. Début août, la vice-présidente du tribunal de Bar-le-Duc juge que les travaux effectués au bois Lejuc représentent du défrichement, et non du déboisement comme l'affirme l'Andra. Elle ordonne la suspension des travaux et la remise en état des lieux. Le défrichement, selon le Code forestier, est l'action de «*détruire l'état boisé d'un terrain et de mettre fin à sa destination forestière*« et nécessite une autorisation de la préfecture - que l'Andra n'a pas demandé. Mi-août, plusieurs centaines de manifestants opposés au futur centre de stockage de déchets radioactifs abattent des pans du mur de protection du chantier. Le bois est réoccupé

Le 28 février 2017 le tribunal donne raison aux habitants en annulant la délibération pour des irrégularités dans le mode de scrutin à bulletin secret. Il soumet un délai de 4 mois à la commune pour refaire une délibération.

Le tribunal de Grande Instance de Bar-le-Duc décide le 26 avril 2017 l'expulsion «*sans délai*« des occupants du Bois Lejuc (non mise à exécution à ce jour).

Jean-Pierre Simon, accusé de complicité dans la première occupation du bois Lejuc à l'été 2016, est convoqué le 2 mai 2017 devant le tribunal correctionnel de Bar-le-Duc. La Justice soupçonne cet opposant déclaré au projet CIGEO, d'avoir librement fourni du matériel, dont sa bétaillère, aux opposants. Le procureur de la République a demandé, à l'ouverture du procès, le renvoi de l'audience au 12 septembre 2017. Il explique préférer attendre que le conseil municipal de Mandres (Meuse) régularise sa décision d'échanger le bois Lejuc contre une autre parcelle boisée.

La date du conseil municipal où sera débattue la nouvelle délibération est fixée le 18 mai 2017. L'enjeu est de taille. Si les élus votent contre, le projet CIGÉO sera bloqué. Dans cette configuration, l'Andra pourrait envisager de lancer des procédures d'expropriation.

Conflits d'intérêt dans la cession du Bois Lejuc

Lors de la délibération irrégulière du 2 juillet 2015, une lettre de dénonciation avait déjà été sortie par l'association La Qualité de Vie pour témoigner des conflits d'intérêts de l'époque, dont certains durent encore aujourd'hui.

Ces suspicions de conflits d'intérêt existent toujours et concerneraient, outre le maire, agriculteur à Bure, 5 conseilleurs et conseillières municipaux.

L'un a obtenu un bail de chasse sur 61,13 ha signé par le directeur du centre de l'Andra. Le 2 juillet 2015 il a voté pour l'échange du bois, alors que 2 ans auparavant, toujours au conseil, il s'affichait contre. La rapporteure publique l'a évoqué lors de l'audience au TA de Nancy et a «retenu son intéressement», «mais une seule personne ne peut pas avoir influé sur le vote».

Pour une conseillère, sa fille est salariée de l'Andra, assistante d'achat. Son gendre également, comme opérateur de laboratoire. Début 2017 son mari a récemment récupéré en COPP (bail agricole précaire délivré par la SAFER, qui travaille pour le compte de l'Andra) une parcelle de 15-20 ha.

Pour une autre, son mari a bénéficié d'une redistribution foncière de la SAFER d'environ 20 ha alors qu'il a une structure très importante d'environ 400 ha.

Pour une troisième, sa fille a travaillé en intérim à l'Andra.

Pour le 5ème, son fils est actuellement démarché activement par l'Andra pour échanger sa ferme avec une autre structure située à une dizaine de kilomètres. L'occasion pour l'agence de libérer du foncier dont elle a grandement besoin sur cette commune.

Le conseil municipal du 18 mai 2017

Ce 18 mai, le conseil municipal de Mandres-en-Barrois était convoqué pour voter sur le sort du Bois Lejuc, suite à l'annulation par le tribunal administratif de Nancy de la délibération qui s'était tenue le 2 juillet 2015 à bulletins secrets dans des conditions irrégulières.

Le scrutin a vu le village de Mandres se militariser et se couvrir de barrages anti-émeutes, le nombre de gardes mobiles dépassant celui des habitants. Dans une ambiance tendue, la police a fait usage de gaz lacrymogènes et a chargé violemment des militants à plusieurs reprises. La «protection» des conseillers municipaux n'est qu'un alibi : ce déploiement de force, révélateur de la militarisation du territoire qui accompagne l'implantation de CIGÉO, était avant tout destiné à impressionner les conseillers et dissuader les habitant-e-s et militant-e-s d'assister au vote.

Par 6 voix contre 5, le conseil municipal a décidé la cession du Bois Lejuc. Derrière ce vote, il faut voir la main de l'Andra, qui, jouant de la carotte et du bâton, s'est gagné la voix de la majorité des conseillers en octroyant emplois, baux agricoles précaires et baux de chasse.

Les gendarmes mobiles, à plusieurs reprises, ont fait usage de jets de gaz lacrymogène en réponse à des agressions physiques. Selon la préfecture de la Meuse, si le vote s'est passé dans un calme relatif, à l'issue de celui-ci, une fois le résultat connu, des menaces auraient été proférées par les opposants, et «*les élus du conseil municipal ont dû être escortés pour regagner leur domicile.*«

D'ores et déjà, des habitants annoncent le dépôt de nouveaux recours contre cette délibération, en mettant en lumière la cession du bois à vil prix et les conflits d'intérêt qui sont plus flagrants que jamais. Tant que ces recours n'auront pas été examinés, il serait inacceptable qu'une expulsion ou une reprise des travaux aie lieu. Ils appellent également à la démission du maire, premier concerné par ces conflits d'intérêt et qui fait l'objet d'une plainte pour faux et usage de faux.

L'Andra prend acte de la décision du conseil municipal et précise que «*les études autour du projet vont se poursuivre sans précipitation et dans un esprit d'apaisement*.« L'Agence a également salué «*le soutien des élus du territoire qui confirme qu'il s'agit bien d'un projet d'intérêt général, national et territorial.*«



Il faut noter que la préfecture avait anticipé ce vote, car une enquête publique est en cours en vue d'autoriser l'Andra à des défrichements de parcelles du Bois Lejuc.

Une manifestation est prévue dans les 15 jours qui suivraient l'expulsion des occupant-e-s du Bois Lejuc. Une semaine d'action est annoncée du 19 au 26 juin. Un festival de soutien à la lutte contre Cgéo, Les Bure'lesques est prévu du 11 au 13 août à quelques kilomètres de Bure.

A suivre donc….

Camille, OCL Reims

Pour un suivi de l'actualité : http://vmc.camp/

Appel

Le 19 juin 2017, le Bois Lejuc célèbrera un an d'occupation, un an de blocage des travaux, un an de constructions, de rencontres et de fêtes. Pour l'occasion, les chouettes hiboux vous invitent à un goûter d'anniversaire et une semaine de chantiers et d'actions en forêt, du 19 au 26 juin!

Goûter interminable 1 an qu'on est dans le bois !

On sent bien maintenant que le sens de nos vies se cherche dans des lieux communs et autonomes : dans les salles autogérées de fac, dans les cantines urbaines, dans les zones à défendre... A Bure, la recherche d'autonomie politique prend place à la fois dans des maisons collectives achetées et dans le bois Lejuc. Après un pique nique interminable pour empêcher les premiers travaux de CIGEO, il y a un an, nous y avons fait notre nid. Du 19 au 26 juin prochains, on veut fêter ça par un goûter d'anniversaire interminable au cœur du bois !

Il paraîtrait que le bois Lejuc est expulsable. Il paraîtrait que les hiboux ne tiendront pas l'été. Voici la petite ritournelle fataliste que les autorités veulent nous mettre dans la tête. Mais nous ne sommes pas de celles et de ceux qui se font imposer une playlist. On n'imagine pas une célébration nostalgique, mais l'occasion de faire fleurir une nouvelle intensité de vie en forêt, de nouveaux liens, et des pratiques offensives.

Dès lundi matin deux permanences accueil seront assurées à Vigie Sud et à Barricade Nord. La semaine se déroulera autour d'une vie de camp autogérée en forêt (un espace de non-mixité MTPG* est prévu), avec des chantiers (douches solaires, cabane pour discu collectives, barricades...), des ateliers et auto-formations (grimpe, Bolas, flex-yourte, déplacements collectifs, médic, chimie...), une assemblée sur les perspectives des luttes autonomes en France et ailleurs, des lectures au coin du feu, des actions anti-contrôle policier (et autres surprises...), des jeux de rôle à 50, et évidemment boum acoustique le week-end !

Venez avec tout ce qui vous paraît utile (tente, duvet, matos de construction, gamelles...). Même si on préparera des repas ensemble, n'hésitez pas à ramener un peu de bouffe pour être le plus autonome possible. On espère que ce goûter anniversaire ouvre le champ des possibles pour tout l'été. Alors débordez nous !

BOOM BOOM BOOM ! I WANT YOU IN MY WOOD !

Retrouvez l'appel et votre carton d'invitation sur vmc.camp :
http://vmc.camp/2017/05/22/chouette-cest-mon-anniversaire-du-19-au-26-juin-gouter-interminable/

L'automedia de Bure

*NDLR : L'espace de « non-mixité MTPG » est quand même un drôle d'oxymore... Apparu dans différents lieux de luttes alternatives (ZAD, Nuit-Debout...), parfois sous forme MTPGI, il s'agit en fait d'un espace de « mixité choisie » Meufs Trans Pédés Gouines et Intersexes, n'excluant de fait que les hommes « cis hétéro ».

Fukushima : la catastrophe continue

A Fukushima, l'accident nucléaire de mars 2011 n'en finit plus d'empoisonner le Japon, et la planète. Mais il est difficile de se tenir informé sérieusement sur ce qui se passe. Voici quelques éclairages sur la situation en cours, sans prétendre dépeindre un tableau exhaustif



Sur les bords de mer de l'est du Japon, à une cinquantaine de kilomètres de Fukushima, on trouve encore quelques surfeurs, japonais majoritairement, ainsi que quelques étrangers. Pourtant, les sacs remplis de sable radioactif empilés en bord de plage, qui est elle-même située en zone d'accès restreint, rappellent la contamination des lieux due à l'accident de Fukushima en mars 2011. Ici comme ailleurs, les autorités ont envoyé des décontamineurs pour gratter et « nettoyer » le sol, produisant des montagnes de sacs de déchets empilés un peu partout (il y en aurait plus de trente millions de tonnes dans la province de Fukushima) ; mais bien qu'ils aient retirés ce faisant une bonne partie de la contamination, la radioactivité est encore là, partout, et pour très longtemps. Ces sacs, qui sont en plastique, présentent eux-mêmes un gros risque : de nombreux déchets végétaux contaminés (herbe, morceaux d'arbres, etc.) sont contenus dedans, et commencent à se décomposer. Ce faisant, ces sacs se remplissent de méthane, un gaz inflammable. Il y aurait donc un risque d'embrasement généralisé des tas de sacs si par exemple la foudre leur tombait dessus. Pour pallier à ce danger, les sacs sont pourvus de tuyaux permettant aux gaz qui se forment à l'intérieur de s'échapper ; mais du coup les gaz radioactifs peuvent partir également. Les japonais ont aussi décidé de brûler les sacs les moins radioactifs dans des incinérateurs, mais ce faisant les radioéléments contenus dans ces sacs se retrouvent dans l'atmosphère, et pourront donc se redéposer ailleurs : au final, on n'a pas vraiment progressé. Cela nous rappelle encore une fois que la radioactivité ne peut disparaître qu'avec le temps. Et la seule chose que l'on puisse faire en terme de « nettoyage » est de la déplacer d'un endroit à un autre, en attendant sa décroissance naturelle… qui prendra des millions d'années pour les déchets les plus dangereux !

Les travailleurs de la centrale toujours sacrifiés…

Et les travailleurs de la centrale, font-ils du surf ? Non, car ils sont bien conscients des dangers de la radioactivité, eux dont un bon nombre se bat avec diverses maladies. Cancers bien sûr, mais aussi diabètes, problèmes respiratoires ou encore des lésions cérébrales. On apprenait récemment qu'un ancien travailleur de Fukushima est en train d'intenter un procès car il n'avait pas reçu de compensation pour ses cancers liés à son travail à la centrale. Oui, vous avez bien lu, « ses » cancers, car il en a eu trois en tout entre 2012 et 2013 ! Comme le dit son équipe légale : « c'est rare pour une personne de développer trois cancers quasiment au même moment » ! Plus généralement, le nombre de travailleurs morts ou malades est très fortement minimisé. Par exemple, les travailleurs de Fukushima qui meurent des suites de leur travail ne sont comptabilisés que si leur décès a lieu pendant qu'ils bossent ! Donc s'il meurent la nuit, ou le week-end, ils ne sont pas comptés. De la même manière, ceux qui quittent leur boulot après avoir absorbés de fortes doses et meurent dans les moins qui suivent ne sont pas inclus dans les statistiques. Ceux qui n'ont ni famille ni relation meurent même parfois dans l'anonymat le plus total ; ainsi l'an dernier les cendres d'une demi-douzaine d'ex-travailleurs de Fukushima, *non-identifiés* (!), ont fini dans un temple bouddhiste avec pour seule inscription « troupes de décontamination ».

… alors que certains osent encore nier les conséquences de la catastrophe…

Et pourtant le négationnisme des experts patentés et des instances officielles continue, et pas qu'au Japon. On pouvait ainsi lire ces dernières années dans des médias américains des choses comme : « Il n'y a eu aucune maladie due à l'irradiation parmi les travailleurs de la centrale, parce que les doses étaient trop faibles pour produire des maladies ». Cette déclaration, choisie parmi d'autres, vient d'un expert en radiations, qui travaille dans le centre médical d'une université de Washington, en février 2016. Alors que cela faisait presque cinq ans que les effets délétères de la catastrophe étaient visibles, on reste sans voix devant un tel mensonge ! D'un autre côté, les produits agricoles de la région de Fukushima sont toujours vendus dans tout le Japon, et visiblement dans plein d'autres pays du monde (à notre connaissance seul Taïwan interdit l'importation des produits agricoles japonais).

… et le calvaire des populations continue

Les populations touchées par l'accident vivent également un cauchemar sanitaire. Le fait d'avoir relevé le seuil officiel de radioactivité autorisé (20 millisievert par an, au lieu de 1 auparavant, ce qui était déjà beaucoup), va permettre de renvoyer chez elles une partie des 100 000 personnes déplacées par la catastrophe de Fukushima [voir CA n° 270 du mois dernier]. Mais dans la région de Fukushima, de nombreuses personnes développent des maladies dont on sait qu'elles ont de très grandes chances d'être liées ici aux radiations : problèmes de tension et attaques cardiaques, cheveux qui tombent, saignements réguliers du nez pendant des semaines, taches et infections de la peau, etc. Il y a même eu des gens dont les pieds sont devenus noirs peu après l'accident à cause des radiations, et le sont restés plusieurs années ; c'est un phénomène qui avait déjà été observé à Hiroshima après 1945. Mais, officiellement, toutes ces maladies sont dues au stress ! Et les mesures officielles, affichées en continu sur des panneaux lumineux, sont fortement sous-évaluées : des individus ayant fait des mesures de radioactivité dans un village de la préfecture de Fukushima, à côté d'un de ces appareils, ont trouvé une valeur environ dix fois supérieure à celle qui était affichée ! De façon générale, tout est fait pour cacher l'étendue des dégâts : ainsi des docteurs ont rapporté que lorsqu'ils traitaient les malades pour des conséquences des radiations, s'ils inscrivaient « maladie due aux radiations » sur les dossiers hospitaliers, le gouvernement refusait de prendre en charge les frais médicaux ; et certains docteurs se sont ainsi retrouvés sans travail.

Très peu de fuites … d'informations

La censure, ou l'auto-censure, sont fortes, à tous les niveaux. La presse et les milieux médicaux et scientifiques sont globalement très timorés, pour le dire gentiment. A leur décharge, voici

maintenant deux ans et demi qu'une nouvelle loi est entrée en vigueur au Japon, concernant la divulgation ou l'obtention de « secrets d'État ». Elle punit avec de fortes peines de prison toute transmission d'information « secrète », et le problème est que ces « secrets d'État » sont définis de façon très vague et pourraient concerner à peu près n'importe quoi (comme au hasard, des informations sur la situation à Fukushima). Notons que sur ce sujet, nous ne sommes pas en reste en France, car sous Sarkozy une énième loi « contre le terrorisme » interdisait déjà de divulguer des informations chiffrées sur les installations nucléaires. Ainsi on peut savoir, et c'est déjà pas facile, que le temps de chute des barres de contrôle de certaines centrales est supérieur à la norme imposée, mais personne ne peut dire de combien (les barres de contrôle doivent, en cas de souci, « tomber » dans le réacteur le plus vite possible, normalement en deux secondes ; et dans ce genre de situation chaque seconde compte…).

Effets flagrants chez les enfants aussi

Enfin, en ce qui concerne les enfants, il a été constaté que leur taux de mortalité a fortement augmenté ces dernières années, mais les données ne sont publiées nulle part et sont gardées jalousement par les autorités. Tout n'est pas caché pour autant : on apprenait l'an dernier, d'après une étude menée entre 2011 et 2015, que les enfants de la province de Fukushima ont au moins trente fois plus de cancers de la thyroïde que dans le reste du Japon. C'est assez énorme, d'autant que l'on peut penser que ce n'est, hélas, qu'un début. Mais là encore, la désinformation et le mensonge sont à leur maximum. L'un des chercheurs s'étant penché sur le sujet a mis en avant le « sur-diagnostic » des cancers comme explication principale de ce résultat statistique, arguant que la radioactivité reçue par les enfants était trop faible pour expliquer une telle augmentation (on croit rêver !). Et la préfecture de Fukushima s'est empressée d'appuyer cette opinion.

Et ailleurs sur terre : à chacun sa dose

Et les dégâts de Fukushima ne s'arrêtent pas là. Une étude récente indique que dans le reste du monde, hors Japon donc, la dose reçue par contamination atmosphérique était de l'ordre de 0,1 millisievert pour chaque habitant du globe, soit l'équivalent d'une radiographie au rayons X. Outre le fait que ces estimations pourraient avoir été sous-estimées, il n'est pas anodin que cette « faible » dose ait été reçue par *tous* les humains sur la planète, et donc pour une partie d'entre eux ce sera la contamination radioactive de trop, qui les rendra malade. De plus, il est probable que cette contamination, comme pour Tchernobyl, se concentre dans certains endroits et ait des effets plus marqués sur certaines populations.

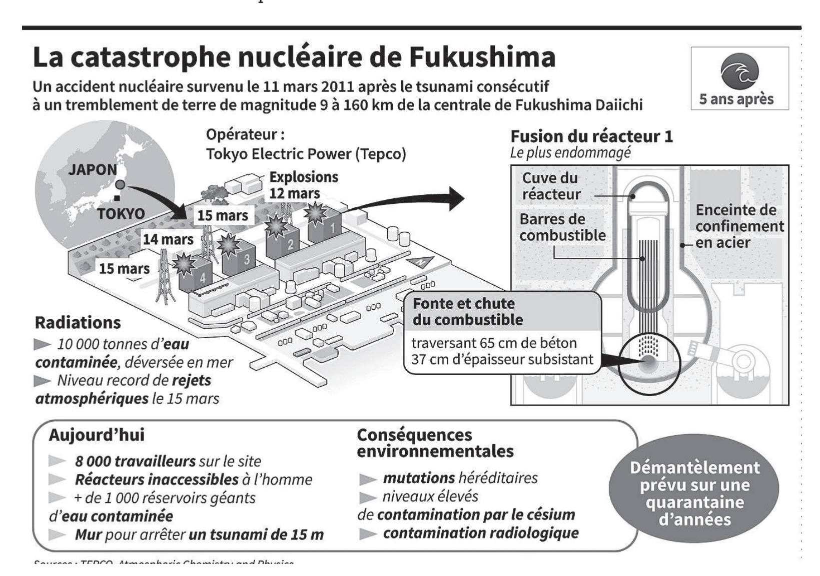
Dans la mer, c'est aussi la catastrophe

Mais le pire se passe probablement dans la mer. Car la majeure partie des rejets de Fukushima, tant au moment de l'accident que depuis, ont eu lieu dans l'océan Pacifique. Et chaque jour, 300 à 400 mètres cubes d'eau s'infiltrent sous les réacteurs - ou plutôt ce qu'il en reste - et vont se déverser dans l'océan. Cette eau, déjà radioactive lorsqu'elle s'infiltre dans le sol à cause des radioéléments déposés sur les collines de la province de Fukushima, se charge de radioéléments en passant sous la centrale endommagée. Puis elle finit dans l'océan, et va faire le tour du Pacifique en charriant ses radioéléments. Il semblerait aussi qu'il y ait eu une forte augmentation de la radioactivité relâchée dans l'océan Pacifique au cours de l'année 2016. Les doses de radioactivité mesurées, notamment aux abords des côtes américaines, sont globalement en augmentation, et parfois de façon alarmante. Et, surtout, l'effet sur la faune marine est de plus en plus catastrophique, dans la mesure ou les radionucléides s'accumulent d'années en années dans l'océan, et donc dans les êtres vivants.

Et les animaux marins en payent le prix fort depuis quelques années. Depuis 2014, des événements de morts massives sont observés pour tout types de poissons, et même au-delà puisque du phytoplancton jusqu'aux baleines en passant par les oiseaux marins, on observe de fortes mortalités et des diminutions de populations. Certes la catastrophe de Fukushima n'est pas forcément seule en cause. Il faut compter aussi avec la pollution des océans, de plus en plus importante ; le réchauffement climatique qui perturbe les êtres vivants, et plus particulièrement les micro-organismes marins à cause de l'acidification des océans (due à l'absorption massive de CO_2 par l'eau) ; et même les diminutions de la concentration d'ozone dans l'atmosphère semblent avoir des effets sur les animaux marins et sur le plancton (on a vu des baleines échouées sur des plages avec des problèmes de peau équivalents à des coups de soleil !). La sur-exploitation des ressources contribue aussi à l'effondrement des populations marines, comme par exemple la très forte diminution du nombre de saumons en Alaska constatée l'hiver dernier et qui a entraîné une saison de pêche très médiocre, tout en faisant craindre une quasi-disparition de l'espèce. Mais si tous les poissons utilisés pour l'alimentation, telles les sardines ou d'autres, peuvent souffrir de la sur-pêche, ce n'est pas le cas des étoiles mer qui disparaissent également en grandes quantités. Les lions des mers en sont un autre exemple : leur population est en fort déclin, et le nombre d'entre eux qui sont ramassés sur les plages morts ou malades a explosé.

La relation avec Fukushima est claire

Quel lien direct peut-on faire avec la catastrophe de Fukushima, pourrait-on demander ? Les poissons et autres animaux marins, dont beaucoup sont malades, sont souvent infectés par des agents pathogènes, parfois inconnus, et ceci est cohérent avec la pollution radiologique de l'océan : on sait que la radioactivité affaiblit le système immunitaire et peut entraîner des infections spécifiques. Mais le plus flagrant est la très forte augmentation des cancers, « saignements » et/ou surproduction de mucus, ou encore lésions cérébrales, qui sont constatés par les vé-



térinaires sur les animaux malades ou morts, récupérés généralement à l'agonie sur les plages américaines. Par exemple, les lions des mers de Californie ont une mortalité très élevée depuis quelques années, et sont très touchés depuis l'an dernier par différents types de cancers, à des taux bien supérieurs à ce que l'on rencontre « normalement » chez les animaux sauvages. Dans certaines autopsies réalisées sur les lions des mers décédés, il a été constatée que leurs vertèbres étaient ramollies à cause des tumeurs. Il est intéressant de noter que ces lions des mers mangent les mêmes poissons que nous…

Les oiseaux marins ne sont pas épargnés non plus, ce qui indique encore une fois que le problème vient de l'océan et touche tous les êtres vivants. Sans vouloir en faire une cause exclusive, il est donc clair que la pollution radioactive tient une place importante dans la destruction de la vie qui a cours dans le Pacifique en ce moment même. Quand on sait que cet océan, qui couvre un tiers de la surface du globe, est entouré par la moitié de la population mondiale, il y a de quoi être très inquiet des conséquences présentes et futures de la catastrophe de Fukushima. Les fuites ne sont pas prêtes de s'arrêter, et tout ce qui a déjà été balancé dans l'océan n'en repartira jamais, détruisant chaque année toujours plus de vie marine…

Il est plus que temps d'en finir avec le nucléaire et le capitalisme ! N'attendons pas que la planète soit totalement inhabitable, car il sera alors trop tard…

Stop-Nucléaire Lyon

---

*Tract distribué lors d'une manifestation contre l'implantation d'éoliennes dans le Sud Vienne.
Il est grand temps de ne pas laisser le monopole de l'opposition aux «fermes éoliennes» aux pronucléaires et autres réactionnaires environnementalistes.
Il est grand temps de ne pas laisser les écologistes de gouvernement, quels qu'ils soient, se faire les promoteurs d'un juteux capitalisme vert.
La lutte contre les projets éoliens tel qu'ils sont ficelés peut être aussi un axe utile au redémarrage d'un réel mouvement antinucléaire.*

L'éolien industriel et l'industrie nucléaire : un même productivisme à combattre

Ceux qui nous agitent des billets sous le nez pour nous faire accepter l'implantation de fermes éoliennes – comme aujourd'hui à La Bussière, près de Saint-Savin et de Chauvigny, dans la Vienne – sont des arnaqueurs dont l'objectif premier n'est pas de produire de l'électricité mais de faire de juteuses plus-values.

C'est parce que nous sommes antinucléaires que nous nous opposons à l'éolien industriel tel qu'il se met en place actuellement.

La production d'électricité par la transformation de l'énergie du vent est évidemment une bonne idée, qui pourrait sans doute s'organiser autour d'un service public décentralisé et contrôlé par les communautés humaines de base, et dont la mise en œuvre s'intégrerait dans une perspective de satisfaction de besoins réels, discutés démocratiquement, et d'une remise en cause de la sacro-sainte croissance qui nous conduit droit dans le mur et qui veut que nous ayons toujours et encore plus de besoins en électricité et en énergie.

Mais, au mieux, les énergies dites renouvelables ne feront que produire une partie de cette augmentation électrique sans que la quantité fournie par un nombre identique de centrales nucléaires ne se réduise, et donc le danger de catastrophe nucléaire (dont tout le monde reconnaît qu'elle se produira un jour ou l'autre) restera lui aussi identique et même plus fort puisque les centrales vieillissent et se déglinguent à vue d'œil.

La mise en place de l'industrie éolienne s'organise selon un modèle technocratique hyper centralisé et incontrôlable par les gens concernés – un modèle dont le nucléaire est le fleuron et auquel l'éolien est intimement lié. On ne peut donc être contre la mise en place de l'industrie des éoliennes telle qu'elle est organisée tout en étant pour le nucléaire : l'un justifie l'autre. Rappelons que les entreprises les plus polluantes investissent dans l'éolien pour se donner une façade verte, et pour bénéficier des droits à polluer qui leur évitent de payer des amendes lorsqu'elles dépassent les quotas « autorisés » de CO_2. C'est leur capitalisme vert.

L'éolien industriel sert d'alibi à une politique visant à produire toujours plus pour satisfaire les besoins du monde marchand. Il ne se substitue en aucun cas aux autres sources d'énergie : on a et on aura le nucléaire, le thermique, l'éolien… La production énergétique continue de s'accroître, favorisée par des « besoins » toujours plus aberrants. Qui gaspille le plus d'électricité ? Le bétonnage généralisé sous forme de bâtiments, d'autoroutes, de TGV, d'aéroports, de parkings de supermarché ; l'industrie du papier, pour produire notamment des tonnes de publicités à jeter à la poubelle ; les grosses industries, qui n'ont aucun effort à faire pour investir dans des technologies moins gourmandes, dans la mesure où elles paient l'électricité à un prix bien inférieur à celui du marché, etc. À l'inverse, l'État garantit pour l'instant aujourd'hui aux promoteurs de fermes éoliennes qu'il leur achètera l'intégralité de leur production, et ce à un prix supérieur à celui du marché.

L'électricité devrait être un bien commun que l'on décide de produire pour satisfaire des besoins que nous aurions décidés démocratiquement et ensemble. Au lieu de cela, elle n'est qu'une marchandise qu'il faut toujours vendre davantage pour obéir aux « lois » mortifères de l'économie.





L'économie en brèves

Quelques éléments sur le Brexit

Le cadre de la négociation

Deux accords doivent être signés: un sur les conditions du retrait et un sur les relations futures. Le premier accord est conclu avec l'Union Européenne globalement, le second doit être ratifié par chaque pays de l'Union. L'accord de retrait doit être trouvé dans un délai de deux ans. C'était le premier motif de désaccord entre Grande Bretagne et Europe : de quoi doit-on discuter. Pour les Britanniques, on discute en même temps des conditions futures et des conditions de retrait. Pour l'Europe, les deux négociations devaient être déconnectées. Elle a défini une liste de points clés à régler à propos du retrait avant d'entamer les négociations sur les relations futures. Se pose entre autres la question de l'Irlande et de Gibraltar. D'après un accord signé en 1999, l'Irlande devrait finir par être réunifiée. Pour l'Europe (et pour l'Irlande du sud), la future Irlande sera européenne. En ce qui concerne Gibraltar, il devra y avoir un accord entre Londres et Madrid. Principal point clé à résoudre: les droits des 3,2 millions de citoyens européens aujourd'hui installés au Royaume-Uni et ceux des 1,2 million de Britanniques installés dans les vingt-sept autres États membres, qu'il s'agisse des droits au séjour, au travail, aux études, aux soins, à la retraite ou de la coordination des régimes de sécurité sociale.

Question suivante: qui va négocier pour l'Europe ? La Commission européenne ? Le Conseil européen (c'est-à-dire l'assemblée des chefs d'état ou de leurs ministres) ? Quel sera le rôle du parlement européen (seule instance élue) ? C'est la Commission Européenne qui doit négocier les accords de retrait, mais le Conseil suivra de près, il a créé un groupe de travail ad hoc, et donnera des directives. Ce sera un accord à la majorité qualifiée (il n'y aura pas besoin de l'unanimité des Etats). C'est Michel Barnier qui a été nommé pour diriger les négociations. L'accord de retrait devra être approuvé par le parlement européen. Ce dernier ne participe pas aux négociations, mais devrait être informé tout au long du processus. Comme d'habitude, les technocrates seront au pouvoir, les élus ne pourront que dire oui ou non à la fin, on peut donc déjà annoncer que l'accord sera approuvé par le parlement quel que soit son contenu. A part ça, tant que l'accord n'est pas signé, les britanniques sont européens, donc leurs députés voteront, ou non, l'accord.

Normalement, la Grande Bretagne devrait dans un premier temps conserver les lois qui viennent directement de l'Europe pour ne pas avoir de vide juridique, quitte à les modifier ensuite. Evidemment, l'Angleterre ne sera plus partie prenante des accords multilatéraux entre l'Europe et les pays tiers qu'elle devrait donc tous renégocier. Il y en a quand même environ 1700. Mais il y a aussi un risque pour l'UE que certains Etats prennent prétexte de ce changement pour renégocier leurs accords.

Les enjeux économiques.

On estime le manque à gagner en terme de budget européen à 10 milliards d'euros par an. L'Angleterre est en effet le deuxième contributeur net (qui verse plus qu'il ne reçoit) derrière l'Allemagne. L'Angleterre devrait régler sa dette, c'est-à-dire payer les montants sur lesquels elle s'était engagée sur plusieurs années et qui ne sont pas encore réglés. Les engagements financiers pris par le Royaume-Uni sont évalués à environ 60 milliards d'euros par les Européens.

Le Royaume-Uni est la sixième économie mondiale, l'économie britannique représente aujourd'hui 6%des exportations de biens et 12 % des exportations de services à l'intérieur de l'Union européenne (10,2 et 11% des importations). À l'inverse, l'économie britannique est extrêmement dépendante de ses partenaires européens. En 2015, 44% des exportations britanniques étaient dirigées vers l'Union, et 53% de ses importations en provenaient, ainsi que 48% des investissements directs étrangers au Royaume-Uni. En comparaison, les États-Unis, la Chine et l'Inde représentent seulement 19,6%, 3,2% et 1,3% des exportations britanniques. A noter aussi pour la France que le Royaume-Uni est son cinquième partenaire commercial, et son premier excédent bilatéral dans le monde (12,2 milliards d'euros en 2015). Cet excédent est particulièrement important pour les produits agroalimentaires (2,7 milliards d'euros) et les produits chimiques ou cosmétiques (2 milliards d'euros). L'économie française est donc particulièrement concernée.

Le sort qui sera réservé aux services financiers revêt évidemment une importance cruciale pour les Britanniques. Londres est aujourd'hui la première place financière d'Europe: plus de la moitié des actions européennes y sont échangées, et le Royaume-Uni détient 22% des parts de marché de l'Union en matière d'assurance et de réassurance, 26% des prêts bancaires et 35% des financements interbancaires. Ces services financiers occupent une place centrale dans l'économie britannique. En 2015, ils représentaient 7% du produit intérieur brut (PIB), 4% de l'emploi et 11% des recettes fiscales britanniques. Les cinq plus grandes banques américaines ont leur siège européen au Royaume-Uni, et y emploient plus de 40 000 personnes, en grande partie à Londres mais pas uniquement. Or l'accès au marché unique est un élément déterminant de l'installation des banques de financement et d'investissement extra-européennes : le principe de libre installation permet aujourd'hui aux établissements de crédit, mais aussi aux entreprises d'investissement, aux établissements de monnaie électronique et aux établissements d'assurance d'un autre pays membre de s'installer librement dans tout autre État membre de l'Union. Il y a donc un risque pour l'Angleterre que tous ces établissements non européens déménagent. Les négociations sur la finance seront donc importantes et pour les britanniques et pour l'Europe.

Tout ceci ne dit pas où on va, comment ça va se passer et quelles seront les conséquences pour nous. Mais ça permet de fixer quelques points de repère.

Source : rapport d'information au sénat

Quelques nouvelles des multinationales françaises

Il s'agit d'un état des lieux pour 2014 hors secteur bancaire.

Elles contrôlent 37000 filiales à l'étranger dans plus de 190 pays. Elles emploient la majorité de leurs salariés à l'étranger (56% des effectifs, soit 5,5 millions de personnes) et y réalisent la majorité de leur chiffre d'affaires (54%, soit 1248 milliards d'euros). Les grandes entreprises (plus de 5000 salariés ou 1,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires) concentrent 83% du chiffre d'affaires et 80% des effectifs à l'étranger.

L'Union européenne (UE) reste la première zone d'implantation des firmes multinationales françaises, avec 38% des effectifs à l'étranger et 2,1 millions de salariés, dont la moitié dans trois pays: le Royaume-Uni (392000 salariés), l'Allemagne (349000) et l'Espagne (299000).Après l'UE, viennent les Bric (Brésil, Russie, Inde et Chine), qui regroupent 25% des salariés travaillant à l'étranger pour des firmes multinationales françaises, puis les pays liés par l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna ; Canada, États-Unis et Mexique) qui en regroupent 15% (dont 11% pour les États-Unis seuls). En 2014, le nombre d'emplois à l'étranger des firmes multinationales françaises s'est accru de 127000 (+2,4%), après +90000 en 2013. Cette augmentation est le fait de sept pays: États-Unis, Chine, Brésil, Royaume-Uni, Allemagne, Espagne et Inde, alors que les effectifs ont légèrement diminué ailleurs. Ces sept pays renforcent ainsi leur poids, concentrant 52% des salariés à l'étranger des firmes multinationales françaises.

En moyenne sur les 190 pays d'implantation, le coût salarial par tête (ce qu'un salarié coûte à l'entreprise y compris en cotisations sociales et en taxes) dans les filiales étrangères des firmes multinationales françaises s'élève à 36000 euros par an. Bien sûr, ça dépend du pays, de 95000 euros par an en Norvège à 3500 euros à Madagascar. Ce coût salarial par tête est significativement plus élevé dans l'UE (47000 euros) que dans le reste du monde (30000 euros).

Source : INSEE



RENCONTRES LIBERT
organisées
16 - 26 jui

*L'Organisation Communiste Libertaire organise des journées de rencontres et de débats dans le Tarn et Garonne (nord de Montauban, sud de Cahors - **La maison carrée, Lauzeral, 82220 Vazerac**).*

Ouvertes à celles et ceux que les thèmes intéressent, elles se déroulent dans un gîte, entouré de terrains où camper (tentes et duvets à prévoir, donc). Nous souhaitons ouvrir un espace de dialogue, d'échange formel comme informel.

Des ateliers ont lieu l'après-midi, à 14h30, des débats le soir à 2lh. Vidéothèque, librairie et tables de presse sont consultables la journée. La vie quotidienne est collective: les repas sont pris en commun et confectionnés par des équipes tournantes ; les autres tâches (accueil, nettoyage…) sont également assurées par rotation.

Les tarifs journaliers sont échelonnés selon les revenus mensuels. par tranches de 100 € : 5,50 € pour des revenus inférieurs à 500 €/mois, 6,50 € pour des revenus entre 500 et 600 €, etc., jusqu'à 26 € pour des revenus supérieurs à 2 400 €/mois. 5 €/jour pour les enfants. Pas de chiens.

DIMANCHE 16 JUILLET

L'accueil des mineurs isolés étrangers dans le département de la Marne

Le 6 janvier 2017, un jeune malien de 16 ans, Denko Sissoko, est découvert mort au pied de l'immeuble du Service d'Accueil des Mineurs Isolés Etrangers (SAMIE) de l'association la Sauvegarde de la Marne. Il s'ensuit une remise en cause publique de l'accueil des MIE par le Conseil département de la Marne, de la pratique de la gouvernance de cette association qui a en charge cet accueil. La répression tombe : la déléguée du personnel, qui était montée au créneau pour dénoncer cet accueil, est mise à pied ; un comité rémois se forme et organise sa défense. Finalement, elle sera réintégrée. Le 28 mars, les parents de Denko saisissent le tribunal de Grande Instance de Châlons-en-Champagne, une enquête est ouverte et 6 associations nationales se portent partie civile. Le comité Denko Sissoko poursuit son travail militant pour le transfert du SAMIE dans un autre lieu d'accueil et d'autres conditions dignes de ce nom tout en dénonçant la fonction sociale d'auxiliaire de police de la hiérarchie du SAMIE et demande des comptes au Conseil Départemental sur l'argent public dépensé.

LUNDI 17 JUILLET

Après-midi : Nedjib Sidi Moussa auteur de *La fabrique du musulman* Ed Libertalia

En revenant sur les processus à l'œuvre depuis une quinzaine d'années, cet essai souligne le rôle des politiques, toutes tendances confondues, dans la propagation d'une fièvre identitaire qui brouille les clivages économiques et sociaux. Il interroge l'inclination de certaines tendances de la «gauche de la gauche» qui s'allient par opportunisme ou aveuglement avec des courants réactionnaires censés représenter les quartiers populaires. Il met en lumière l'action combinée de racistes, antiracistes et entrepreneurs communautaires qui conduit à la formation d'une nouvelle caste travaillée par les obsessions religieuses ou raciales. Et cela, à l'image du reste de la société fragilisée par les politiques antisociales des gouvernements et apeurée par le terrorisme islamiste.

Soir : Ciné-débat «J'ai marché jusqu'à vous» (52 min) de Rachid Oujdi

«Ils ont moins de 18 ans, on les appelle les «Mineurs Isolés Etrangers». Venus seuls, principalement d'Afrique et du Moyen-Orient, ces voyageurs sans visas débarquent à Marseille au terme d'un très long périple. En attendant leur majorité, ils sont censés se trouver sous la protection de l'Aide Sociale à l'Enfance.»

Ce film sera suivi d'un débat pouvant porter sur l'accueil des exilés en France, qu'ils soient mineurs ou non. Quel est le contenu politique de notre solidarité ?

MARDI 18 JUILLET

Après-midi : Bilan de la marche du 19 mars

Cette année a été marquée par plusieurs affaires emblématiques des violences policières racistes dans les quartiers populaires : «affaire Théo», acharnement contre la famille Traore… La police tue en France, depuis longtemps, et en toute impunité. Depuis des années, ces assassinats provoquent des réactions spontanées et la création de collectifs qui essaient de faire éclater la vérité au niveau judiciaire. Depuis quelques temps, il y a des tentatives de liens entre le combat contre ces violences et les combats contre la répression dans les manifestations etc., tentative venant plus souvent des collectifs des proches des victimes que des milieux syndicalistes ou d'extrême-gauche. Les violences policières bénéficient toujours de l'impunité, mais elles sont devenues visibles médiatiquement, de même que le combat des proches des victimes. De ce point de vue, les «marches pour la dignité» ont joué un rôle important. Le traitement qu'on peut qualifier de colonial de certaines banlieues pèse lourdement et introduit une division entre exploité-e-s, division qu'on peut trouver jusque dans nos milieux autour de notions telles que l'antiracisme politique, l'islamophobie… Cette division se retrouve aussi autour de l'attitude à avoir par rapport à l'organisation des marches pour la dignité.

soir : Lutter contre l'implantation d'éoliennes en étant antinucléaire

Quand on est farouchement antinucléaire, faut-il se faire tout mou face aux scandales liés à l'industrie éolienne pour ne pas jouer le jeu des pronucléaires qui animent en sous-main bon nombre d'associations anti-éoliennes ? Certainement pas, car si le principe d'utiliser le vent pour produire de l'électricité est une bonne idée, la façon dont se structure et s'impose l'industrie de l'éolien en France va dans le sens d'une poursuite du programme nucléaire.

MERCREDI 19 JUILLET

La lutte contre CIGEO, un nouveau souffle dans la lutte antinucléaire ?

"Face à l'Andra qui s'accapare le territoire pour le transformer en désert, nous voulons relier, rassembler. Nous réaffirmons la complémentarité de nos moyens d'actions, du blocage à la pétition, de l'action directe au recours juridique. Il n'y a pas d'un coté le manifestant masqué sur la barricade et de l'autre coté le citoyen pétitionnaire devant son écran mais la constitution d'un mouvement massif qui refuse la résignation et la dépossession. (…) Mais maintenant nous disons que nous en avons assez. Nous disons que nous sommes unis. Nous construisons une seule et même barricade contre la société nucléaire qu'ils nous imposent. Nous construisons nos vies face à leur mensonge" (Texte de soutien à l'occupation signé par plusieurs dizaines d'associations et d'organisations, juin 2016)

Où en est la lutte aujourd'hui ?

rtaires du Quercy
s par l'OCL
uillet 2017

Jeudi 20 juillet

Après-midi : Fonctionnement du site de l'OCL (politique et technique). Formation.

Soir : Retours sur les présidentielles et législatives

Vendredi 21 juillet

Après-midi : Commission Journal de Courant Alternatif

Soir : Le système social allemand va-t-il servir de modèle aux réformes que nous promet le nouveau pouvoir français ?

Avec les réformes Harz et la mondialisation du marché du travail, les classes populaires allemandes ont, en quinze ans, subi des transformations profondes qui les ont appauvries et divisées. Ce que nous réserve l'équipe Macron risque fort d'aller dans le même sens. Mais jusqu'à quel point du rapport de forces en France ?

Samedi 22 juillet

Après-midi : Situation à Gaza et nécessité de BDS, avec Pierre Stambul

Soir : Que reste t-il des tentatives de comités ou collectifs autonomes nés de la loi «travail« ?

Durant plus de quatre mois dans les villes de France avec un retentissement dans d'autres pays d'Europe, une opposition s'est levée contre une loi dite «travail». L'inédit de cette fronde est intéressant, par ces multiples facettes, dépassant les habituelles manifestations mensuelles appelées par les structures syndicales, contre tels ou tels «réformes» imposées par les différents gouvernements.

L'émergence de comités, de collectifs, d'appels à la convergence des luttes et autres nuits debout ont donné un autre retentissement à ce mouvement social. Où une volonté de dépassement de la simple opposition à une «réforme», du moins pour une partie de ces opposant(e)s, d'aller plus loin en ajoutant et «son monde».

Pourtant le soutien d'une partie importante de la population avec cette contestation contre la loi travaille ne sait pas concrétisé dans les rues, par le nombre de participant(e)s, très relatif et fluctuant des différentes manifestations, grèves et/ou débrayage, blocages. Bien sur ce mouvement a été, pour partie, porté par des militant(e)s des différentes chapelles politiques, mais par ailleurs cela a permis à une partie non négligeable de marginaux de la «politique» de s'investir et de réfléchir collectivement.

Dimanche 23 juillet

L'après présidentielles et législatives pour les mouvements

L'hétérogénéité de ce que l'on nomme mouvement est une réalité. L'après présidentielle montre que la confédération CGT essaye de garder la main sur les mouvements sociaux à venir. FO est attentiste, vue que son fond de commerce reste la fonction publique et que pour les mois à venir cette même fonction publique risque de vivre des moments intenses suite aux politiques annoncées par le président Macron. La CFDT refait surface et annonce déjà la couleur, cette couleur confirmée lors du printemps 2016 qui prône un dialogue social pour faire accepter sa couleur de syndicat jaune. Solidaire en perte de vitesse suite à son classement derrière les CNT, pour les résultats aux élections des TPE (Très Petites Entreprises).

A l'heure de l'écriture de ce texte, un appel à un front social est lancé par des syndicats de diverses chapelles, des collectifs, des organisations, des partis politiques, quel en sera le devenir ? Il sera donc judicieux d'orienter celui-ci sur le retour que nous en aurons au mois de juillet. Pour l'heure, il est intéressant de rester à l'écoute sur les orientations de chacune des composantes à ce front social.

Lundi 24 juillet

Après-midi : Commission Journal de Courant Alternatif

Soir : Peut-on imaginer que M. Le Pen puisse parvenir un jour au pouvoir ?

M. Le Pen a axé toute sa stratégie sur la perspective de détacher à terme une partie importante des Républicains pour former une grande coalition de droite réactionnaire et souverainiste. Pour les élections de 2017, elle a très peu progressé dans ce sens mais il semble que l'échéance de 2017 n'était pas celle visée. M Le Pen a surtout manqué de propositions claires au niveau économique et monétaire. Dans la perspective de 2022, comment peut-elle séduire une partie non négligeable du patronat, des places financières… et une partie de la Droite traditionnelle ? La fin de l'euro est-elle envisageable ?

M. Le Pen a obtenu plus de 10 600 000 voix au 2nd tour ! En s'appuyant sur une étude réalisée par l'institut Ipsos, on constate que plus le niveau des revenus mensuels est faible, plus le vote Le Pen est important (ainsi que l'abstention).

Mardi 25 juillet

De la quasi disparition de l'écologie politique ?

De la quasi disparition de l'écologie politique «politicienne» doit-on s'en émouvoir ? Peut-on qualifier l'explosion d'EELV, comme la quasi disparition de l'écologie politique ?

Encore faut-il se poser la question de ce qu'est l'écologie politique. La stratégie de partis politiques se référant à l'écologie restent une organisation pyramidale qui ne défend que son positionnement dans cette démocratie représentative. L'apparition de cette écologie dite «politique» restant dans une vision d'aménagement d'un capitalisme vert, où le maître mot serait l'acceptation du progrès vert et où la pédagogie diffusée à chacun(e), prônerait l'individualisation des comportements vis à vis des désastres écologiques en cours ou annoncés.

Mercredi 26 juillet

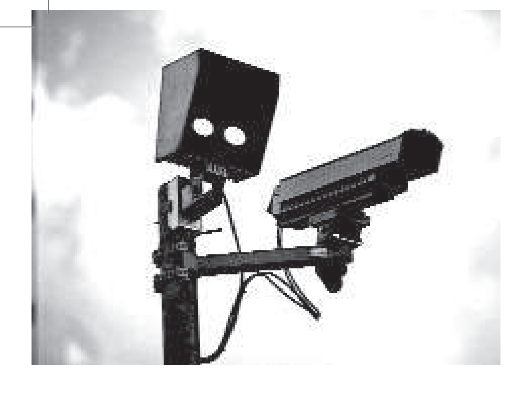
La place des femmes, la conception patriarcale de la famille …

S'interroger sur l'immuabilité du rôle des femmes dans la société : reproduction, élevage des enfants, soins domestiques, aides à la personne dépendante, etc.

Le système patriarcal semble en rien être ébranlé par les revendications féministes d'autonomie financière, de libre disposition de son corps, de choix de sa sexualité, …

Dans le «meilleur» des cas, il s'accorde avec le système capitaliste pour protéger les femmes en légiférant contre les excès et bavures sexistes, jouant un rôle paternaliste. Dans le pire des cas, il dénonce des cultures «rétrogrades» qui affichent impunément leur conception patriarcale de la société en introduisant des rites passéistes, ces cultures n'étant pas les «nôtres», bien sûr !

Les réformes du droit, des protections sociales, des aides financières ne libèrent pas les femmes de l'oppression capitaliste et patriarcale. Tout comme l'intolérance et la judiciarisation des attitudes sexistes ne remettent pas en cause les fondements sexués de la société qui nous assignent à des rôles déterminés.



chroniques du contrôle et de la répression Big

LA SOLIDARITÉ EST UNE ARME !!!

Par le Collectif Anti-répression et Anti-Prison sur Alès, Cévennes et Environs (CARAPACE)

Parce que le quotidien de ceux qui ne possèdent rien ou pas grand chose, consiste à survivre dans cette société, nous sommes tous confrontés à différentes formes de contrôle et sommes régulièrement exposés à la répression. Qu'on soit salarié, travailleur précaire, au black, chômeur, RSAste, sans-papier..., on galère tous pour avoir de quoi vivre, payer le loyer et les factures diverses. Chacune de ces situations nous met dans une position où les flics et la justice sont prêts à nous tomber dessus : en manif ou en grève, dans une rafle sur un chantier ou dans les transports, sur un contrôle de la route, dès qu'on se débrouille pour vivre un peu moins mal... Dès lors qu'on ne fait pas partie de la classe dominante, nos faits et gestes peuvent nous mener à des poursuites judiciaires, à des amendes voire à de la prison, d'autant que les lois et la justice sont faites par et pour les plus riches. De plus, les politiques d'austérité ont pour conséquence le durcissement des mesures sécuritaires : plus nos conditions matérielles sont rendues difficiles, plus l'État renforce son arsenal policier et pénal.

CARAPACE est un collectif qui a pour but de construire et développer des solidarités afin de ne pas rester faible et isolé face à la police, aux tribunaux et au monde carcéral. Il a aussi pour perspective de participer et développer les luttes contre les logiques sécuritaires du système capitaliste.

Se solidariser et se battre n'est pas une question de mots : c'est un enjeu pour la liberté de tous.

Ce collectif est ouvert à tous dès lors qu'on souhaite poser collectivement les questions de la répression et de sa situation individuelle. Établir une stratégie, ne pas rester isolé face à la justice... sont des moyens concrets pour se défendre. De plus, le collectif se donne aussi pour objectif de réfléchir sur les mécanismes de la répression et ainsi être moins vulnérable.

Plutôt que de crier au dysfonctionnement de la justice, d'invoquer une position de victime ou de baisser la tête et raser les murs, CARAPACE propose de reprendre l'offensive contre ce monde de fric et de flics qui nous veut soumis et résignés.

CARAPACE est donc un outil pour renforcer les rapports de force face à la justice de classe... OUI d'accord mais comment ?! On peut par exemple...

-Faire circuler les informations sur les procédures judiciaires et les incarcérations en cours ainsi que sur les luttes ou les procès de personnes touchées par la répression.

-Discuter et mettre en place des stratégies de défense sur la base des expériences passées.

-Trouver et partager les contacts des bons et mauvais avocats.

-Se débrouiller ensemble pour trouver les moyens de payer les mandats aux prisonniers et les frais des avocats, quand le besoin se présente.

-S'organiser collectivement pour être présent lors de procès afin de diffuser publiquement l'information et de favoriser un rapport de force.

-Favoriser les luttes contre le système carcéral, dont l'actuel projet de prisons à Alès et ailleurs en France

-Analyser et diffuser l'information sur les nouvelles lois ou mesures de répression comme l'état d'urgence ou les lois de sécurités intérieures.

Contact : carapace30@riseup.net

Où en est le fichier TES (Titres Électroniques Sécurisés) ?

Un décret publié au Journal officiel du mercredi 10 mai autorise n'importe quel demandeur d'une carte nationale d'identité de refuser la numérisation et l'enregistrement de ses empreintes digitales.

Un bémol, toutefois : sachez que l'État exigera toujours que vous vous soumettiez à la prise de vos empreintes digitales si vous faites une demande à renouveler vos papiers ou s'il s'agit de votre première carte (pour les enfants accompagnés de leurs parents par exemple). Simplement, les empreintes, au lieu d'être versées dans le fichier TES, seront conservées dans des documents en papier.

Ces empreintes sont « conservées de manière sécurisée » et qu'elles « ne peuvent être utilisées qu'en vue de la détection des tentatives d'obtention ou d'utilisation frauduleuse d'un titre d'identité ». Le dossier de conservation contenant les empreintes est de vingt ans (quinze ans pour un mineur) et « chaque consultation fait l'objet d'un recensement comprenant l'identification de son auteur ainsi que la date et le motif de la consultation ». La conservation de ces informations est de cinq ans à compter de leur recensement.

Rappelons que le fichier TES est amené à recevoir une pléthore d'informations personnelles et biométriques pour chaque titulaire du passeport ou de la carte nationale d'identité. Le nom de famille, le nom d'usage, les prénoms, la date et le lieu de naissance, le sexe, la couleur des yeux, la taille, l'image numérisée du visage et celle des empreintes digitales (sauf en cas de refus), l'image numérisée de la signature du demandeur figurent dans cette base de données, ainsi que d'autres informations selon les circonstances. Par ailleurs, le fichier pourra aussi recevoir des indications sur la filiation de chaque Français, de façon à que l'on puisse savoir les noms, prénoms, dates et lieux de naissance de ses parents, mais aussi leur nationalité.

Depuis le 30 mars, le fichier TES est déployé aussi bien dans l'hexagone que dans la France d'Outre-mer. Très décrié du fait de l'ampleur et la nature des informations qu'il est amené à recevoir, le fichier TES fait aujourd'hui l'objet d'un certain nombre de recours devant le Conseil d'État pour tenter de le contrer. A suivre

Source : numerama.com

La bêtise administrative n'a pas de limite

Une famille anglaise comptait se rendre à Orlando (Floride) pour des vacances. Le grand-père remplit la demande de Visa pour son petit fils âgé de 3 mois. Par mégarde, il coche la case dont l'existence même est incroyable : « Cherchez-vous à vous engager ou avez-vous été engagé dans des activités terroristes, d'espionnage, de sabotage ou de génocide ? ». Les visas ont été évidemment refusés. L'histoire aurait pu s'arrêter là. Sauf que la procédure, c'est la procédure. Et le bébé a donc été conduit de sa maison de Poynton, au sud de Manchester, jusqu'à l'ambassade américaine à Londres. Un voyage aller-retour de plus de 9 heures, soit presque autant qu'un Londres-Orlando.

Une fois en salle d'interrogatoire, le petit "suspect" a été extraordinaire et "n'a pas pleuré une seule fois", raconte le grand-père, avouant avoir pensé habiller son petit-fils en combinaison orange de prisonnier pour l'occasion. "Ils (les membres de l'ambassade) ne semblaient pas avoir le sens de l'humour". « C'est évident qu'il n'a jamais été engagé dans un génocide ou dans une affaire d'espionnage. Il a saboté tout de même plusieurs couches, mais j'ai préféré ne pas en parler à l'ambassade américaine ».

Source : franceinfo.fr

Big Brother

Brother



« Plus haut que Carrero Blanco » !

Rappelons que le 20 décembre 1973, le chef du gouvernement franquiste était tué au volant de sa voiture par une bombe d'ETA. Son véhicule a été propulsé si haut par l'explosion qu'il est passé audessus d'un bâtiment.

Pour avoir écrit treize tweets se moquant de cet assassinat, Cassandra Vera, une Espagnole de 21 ans, a été condamnée à un an de prison et sept ans de privation absolue de ses droits civiques.

Ce n'est pas une peine anormale en Espagne, où la traque sur les réseaux sociaux de tout ce qui peut s'apparenter à une insulte contre les 829 personnes tuées par ETA ou une apologie du groupe basque est devenue une constante depuis cinq ans. Dans son jugement, prononcé le 29 mars, l'Audience nationale a refusé les arguments de la défense, en arguant que, même si l'attentat avait eu lieu il y a plus de quarante ans et que la jeune femme était née vingt et un ans après les faits, « le fléau du terrorisme persiste, même à une plus faible intensité ». Ils n'ont pas non plus considéré l'humour et l'ironie comme des circonstances atténuantes, car « les phrases utilisées, ajoutées la plupart des fois à des images éloquentes, renforcent le caractère de discrédit et de moquerie ». Les tweets en question, effacés depuis, ont été en grande partie écrits entre 2013 et 2016.

Ce type de condamnation judiciaire est de plus en plus commun en Espagne. L'introduction du délit d'apologie du terrorisme dans le code pénal, en 1995, s'inscrivait dans le contexte de la lutte contre ETA. Depuis que ETA a renoncé à la lutte armée, en 2011, le nombre de condamnations a crû : cinq en 2012, six en 2013, dix en 2014 et dix-neuf en 2015 et trente en 2016. Au début de 2017, le chanteur d'un groupe de métal, pourtant blanchi en première instance par l'Audience nationale, a été condamné par le Tribunal suprême, cour de dernière instance saisie par le parquet, à un an de prison pour des tweets du même type que ceux de Cassandra Vera. L'un d'eux disait : « Beaucoup devraient suivre le vol de Carrero Blanco. » D'autres ont été condamnés à des peines similaires pour des chansons sur YouTube.

Dans les faits, Cassandra Vera n'ira pas en prison. En Espagne, les peines inférieures à deux ans sont rarement effectuées, encore moins si la personne avait jusqu'ici un casier judiciaire vierge. En revanche, la privation absolue de ses droits civiques pour une durée de sept ans a potentiellement ruiné ses projets d'études puisqu'elle ne pourra plus, de son propre aveu, bénéficier de la bourse publique dont elle avait besoin. Elle fera appel de sa condamnation. Depuis que Cassandra Vera a été condamnée, les blagues de mauvais goût sur Luis Carrero Blanco, aussi désuètes et abandonnées par les nouvelles générations que les blagues sur Claude François en France, sont soudainement réapparues par vagues en ligne.

Source : Big Browser

Le fonctionnement du droit à l'oubli sur Google

Depuis 2014, Google met à disposition des internautes européens un formulaire qui leur permet de faire jouer leur droit à l'oubli. Il faut néanmoins noter que toutes les demandes envoyées par ce canal-là ne sont pas approuvées par Google, qui examine au cas par cas les requêtes en fonction de divers critères.

La mise en place de ce formulaire fait suite à l'arrêt de la cour de justice de l'Union européenne. C'est à la suite de cet arrêt, regretté par Google évidemment, qu'apparaît désormais une mention en bas de page à chaque fois qu'un usager effectue une recherche sur un individu. Celle-ci indique que « certains résultats peuvent avoir été supprimés conformément à la loi européenne sur la protection des données ».

D'après une décision rendue le 10 février 2017 par le tribunal de grande instance de Paris, pour pouvoir bénéficier du droit à l'oubli, vous devez d'abord solliciter Google avant de saisir la justice.

Source : numerama.com

Le business de la sécurité aux frontières

La crise migratoire européenne a révélé l'existence d'une gigantesque industrie de la sécurité des frontières. Elle représentait, en 2016, un marché annuel mondial de 16,9 milliards d'euros et devrait totaliser, à l'horizon 2022, la bagatelle de 49,8 milliards d'euros. De la volonté de décourager l'immigration à la lutte contre les trafics, le terrorisme ou la piraterie, les « menaces » aux frontières sont multiples, et constituent autant de justifications à des dépenses supplémentaires. Une aubaine pour les industriels de la sécurité, américains et israéliens en tête.

En renforçant continuellement les moyens d'action de Frontex (l'agence européenne de garde-frontières et garde-côtes), la Commission a fait passer son budget annuel de 6,3 millions d'Euros en 2005 à 238,7 millions d'euros en 2016. Plus généralement, les États-membres ont injecté onze milliards d'euros depuis l'an 2000 aux fins de protéger les marges de l'Union Le résultat le plus flagrant, ce sont les centaines de kilomètres de murs et de barbelés déjà édifiés en bordure de l'espace de Schengen – et en particulier le long de la « Route des Balkans », la voie migratoire qui relie la Grèce à l'Ouest de l'Europe.

Mais l'un des premiers murs à avoir été édifié s'étend sur le versant méridional de l'Europe : la barrière qui materne l'enclave espagnole de Melilla, au Maroc. Depuis 2005, un barrage d'acier et de barbelés, surveillé par 650 agents de la Guardia Civil, serpente le long d'un tracé de onze kilomètres. Seules 150 personnes sont passées en 2016 mais le 17 février 2017, près de 500 personnes ont franchi les barrières qui encerclent l'enclave espagnole voisine de Ceuta.

Les autorités espagnoles ne communiquent pas sur les coûts de modernisation de ce dispositif : 33 millions d'euros, soit trois millions d'euros au kilomètre ! Sans compter diverses dépenses de maintenance : un récent rapport du ministère de l'Intérieur espagnol les a évaluées à quatorze millions d'euros depuis 2005, soit 154 000 euros par an et par kilomètre !

Ces dépenses créent d'autant plus le malaise que les routes migratoires ne cessent d'évoluer, rendant souvent les murs obsolètes. Les migrants s'adaptent en effet en permanence au renforcement des contrôles frontaliers. Contrecoup de la fermeture de la route des Balkans suite à l'accord signé en mars 2016 entre l'Europe et la Turquie, l'Italie est ainsi redevenue une porte d'entrée majeure des réfugiés.

Barricader l'Europe de murs ? La solution se révèle dès lors aussi extrême qu'absurde. Étendre l'enceinte de Melilla aux 7700 kilomètres de frontières terrestres de l'espace Schengen coûterait au moins deux mille milliards d'euros, soit l'équivalent du déficit de la dette publique française. Sans compter les 42 000 kilomètres de frontières maritimes et les coûts de maintenance. Un chiffrage sur lequel les partis populistes européens, à commencer par le Front National se sont montrés étrangement silencieux.

Pour pallier les écueils des frontières terrestres, l'Europe a dès lors complété ces dispositifs de frontières d'un nouveau genre : les frontières électroniques. En 2002, l'Europe déployait un véritable « Big Brother des mers » : SIVE, pour « Système intégré de vigilance extérieure ». Avec ses caméras thermiques, ses capteurs, ses radars et ses satellites, SIVE est la première frontière virtuelle d'Europe, capable de détecter toute tentative d'intrusion à trente kilomètres.

Après les frontières terrestres et électroniques, l'Europe finance également des programmes de frontières aériennes. Ainsi, le programme de recherche Aeroceptor consiste à équiper des drones de surveillance aux frontières d'armes non létales, afin d'« immobiliser des véhicules non coopératifs ».

Les industriels de l'armement ont rapidement saisi les opportunités que représentait cette nouvelle destination des dépenses publiques. « Nos perspectives commerciales avec l'armée française s'avéraient limitées... Nous nous sommes dès lors tournés vers des clients du secteur civil, tels que la police, qui conduit des missions de sécurité similaires. Les projections de croissance y sont considérables, de l'ordre de dix pour cent par an ! », admet un marchand d'armes exposant ses produits à Milipol, l'un des plus grands salons d'armement au monde qui se tient tous les deux ans en région parisienne. On assiste à un recyclage de toute l'industrie militaire vers le civil.

Source : bastamag.net

Big Brother

Délire sécuritaire

3 octobre 1980 : une bombe placée devant la synagogue de la rue Copernic à Paris provoque la mort de quatre personnes. Les plus anciens d'entre nous se souviennent des paroles de l'ineffable Raymond Barre, alors Premier ministre, face à cet attentat antisémite. Deux des victimes n'étaient pas juives et il avait parlé à leur sujet de « victimes innocentes ».

Pendant des années la police n'a pas la moindre piste. Et puis, nos braves services secrets se réveillent. « On » leur a donné le nom du coupable mais pas question bien sûr de révéler leurs sources.

Il s'agirait d'un universitaire canadien d'origine libanaise : Hassan Diab.

Mis en cause, celui-ci se défend. Il n'a rien à voir avec cette histoire. Ses papiers ont été dérobés à l'époque, il l'a signalé. Il recherche toutes celles et ceux qui pourraient témoigner de sa présence à Beyrouth à l'époque et il en trouve.

Hassan Diab est arrêté au Canada en 2008. La justice canadienne, après enquête, ne trouve rien et le relâche.

Au Canada un comité de défense très large se constitue avec en son sein, ce qui est à noter, de très nombreux étudiant-e-s et professeurs de l'université où enseigne Hassan Diab, des syndicats et l'association anticolonialiste canadienne « voix juives indépendantes ».

Mais il existe un accord d'extradition automatique entre le Canada et la France (c'est beau la logique sécuritaire).

Hassan Diab est extradé en avril 2012 en France. Tout en l'extradant, la justice canadienne note l'extrême faiblesse de l'acte d'accusation. Il est depuis 5 ans à Fleury-Mérogis.

Dans la guerre du bien contre le mal, il faut punir à tout prix les méchants terroristes. On a déjà vu dans l'affaire de Tarnac un type d'acharnement aussi extrême que ridicule, tant l'acte d'accusation ne reposait que sur un montage totalement impossible.



Même chose pour Hassan Diab. Les juges antiterroristes français ne sont pas des tendres. Mais ils ont accumulé les preuves de l'innocence d'Hassan Diab, de sa présence au Liban à l'époque des faits et de l'impossibilité pour lui d'être en France en 1980. Ils ont donc demandé sa libération et le Parquet a aussitôt fait appel.

On en est à présent à 6 demandes de mises en liberté formulées par les juges antiterroristes, toutes refusées par la cour d'appel à la demande du Parquet. Hassan Diab a même connu quelques brefs jours de liberté l'an dernier.

Au nom du contribuable français qui aura un jour à indemniser lourdement cette « bavure » sécuritaire, quelqu'un dans l'appareil d'État français aurait dû siffler depuis longtemps la fin de ce déni de justice. Il faut croire que ledit appareil en est incapable. Il nous revient donc de créer un comité de soutien en France, de populariser cette affaire et d'exiger la libération immédiate d'Hassan Diab.

Pierre Stambul

Actions de soutien aux prisonniers palestiniens en grève de la faim



Plus de 1500 prisonniers palestiniens détenus par l'Etat d'Israël observent depuis le 27 avril une grève de la faim.

L'emprisonnement massif dans des conditions très dures est un des moyens utilisés contre la résistance à l'Etat colonial israélien qui vole la terre, l'eau et les maisons des Palestiniens, et impose un système d'apartheid depuis 70 ans. En Cisjordanie, plus de 40 % des hommes ont été emprisonnés depuis 1967, et toutes les familles sont touchées.

Victimes de tortures, de traitements dégradants et de négligence médicale, les grévistes de la faim se battent pour leur dignité, pour le respect du droit international et humanitaire bafoué par l'Etat israélien.

L'état de santeì des grévistes de la faim se détériore gravement, d'autant que le leader palestinien, Marwan Barghouti, condamneì aÌ perpétuité, aurait refuseì de boire afin d'augmenter la pression sur les autorités. Les dirigeants du mouvement sont placés en isolement ; les organisations internationales comme la Croix-Rouge, les avocats et les familles sont interdits de visite aux prisonniers grévistes ! Une loi israélienne autorise l'alimentation forcée, mais les médecins refusent pour le moment car cet acte est assimilé à la torture.

Les demandes des prisonniers portent sur 23 points représentant les droits les plus élémentaires des détenus et respectent les dispositions de la 4e Convention de Genève, notamment :

- facilitation des visites de familles,
- fin de l'utilisation de la détention administrative et des mesures d'isolement,
- libération des personnes atteintes de maladies incurables,
- accès aÌ l'éducation et aÌ la formation.

Afin d'alerter sur les dangers encourus par les grévistes de la faim, les associations nationales et locales de soutien aux palestiniens organisent des rassemblements et manifestations dans différentes villes pour exiger du gouvernement français qu'il prenne immédiatement une initiative en direction des autorités israéliennes afin qu'elles fassent droit aux légitimes revendications des prisonniers palestiniens. Il en va de la vie de ces hommes. Tout drame humain serait lourd de conséquences et éloignerait encore davantage toute perspective de paix. Même si nous n'attendons pas grand-chose de ce gouvernement, il est important de témoigner de notre solidarité en participant à ces rassemblements.

Alain, Limoges

« L'anarchie comme un battement d'ailes »

Armand Gatti est mort le 6 avril dernier. Ses cendres reposent au cimetière du Père Lachaise, non loin de celles de Nestor Makhno, comme il l'avait souhaité de son vivant.

Depuis les forêts de la Montagne limousine, Gatti nous invite à penser autrement



Issus du monde des paysans pauvres du Piémont, ses parents avaient émigré en Amérique après la Grande guerre. Son père est anarchiste et connaît l'impitoyable répression patronale dans le Chicago des années 1920. Auparavant, en Italie du nord, il avait vécu la violence de la guerre de 1914. Laetitia, sa mère, rentre la première en Europe. Augusto, son père, revient un peu plus tard mais il ne peut pas aller dans l'Italie fasciste. Ils se retrouvent à Monaco et s'installent dans le bidonville du Tonkin, sur la commune de Beausoleil, juste à côté de la Principauté. C'est là que va naître Gatti, en 1924, dans ce territoire français jouxtant Monaco et majoritairement peuplé d'immigrés venus d'Italie du Nord (1).

« Dante Gatti (2) naquit pauvre et apatride… à Monaco, écrit Francis Juchereau. Paradoxe originel qui le fera rebelle (3). » Sa mère, catholique pratiquante et admiratrice de François d'Assise, travaille comme femme de ménage chez des bourgeois. C'est par ce biais et sur recommandation d'une de ses patronnes que Gatti peut entrer au petit séminaire pour y faire ses études. Il en est exclu en 1941. Il entre alors au lycée de Monaco mais il écrit une épopée où il se moque de ses professeurs, ce qui entraîne une nouvelle exclusion. Il exerce alors des petits métiers comme déménageur ou encore sous-diacre dans une église. Son père meurt le 2 mars 1942, des suites d'un tabassage lors d'une grève d'éboueur. Gatti est très marqué et décide de partir. La France est entièrement occupée quand il part en Corrèze pour rejoindre un maquis. Par un de ses amis, fils d'un communiste italien, il a un contact à Tarnac, avec un boulanger communiste. Celui-ci le réceptionne à la gare de Bugeat, sur le Plateau de Millevaches, l'emmène chez lui avant de l'envoyer chez un de ses cousins, paysan et également communiste, à quelques kilomètres du bourg, au village de La Berbeyrolle. Il se retrouve alors avec trois autres jeunes, réfractaires au STO (4). Ils creusent un trou dans la forêt voisine pour établir leur cachette. C'est là qu'il se fait arrêter par les GMR (5) et la gendarmerie, à la fin de l'année 1943 (6). S'en suit un parcours d'interrogatoires, de prisons, de déportation, de camps de travail, d'Ussel à Tulle, de Limoges à Bordeaux puis à Hambourg. Le jeune Gatti n'a pas 20 ans au moment de son arrestation. Mais il a de l'aplomb. Le procès verbal de la gendarmerie qui en raconte les circonstances relate que « L'intéressé simule l'idiotie ». Gatti a toujours dit qu'il avait déclamé de la poésie aussi bien au moment de son arrestation que lors de ses interrogatoires. En fait Gatti découvre à ce moment là la parole poétique comme une arme. La Berbeyrolle est un moment fondateur dans sa pensée. Il a régulièrement dit que c'était sa deuxième naissance.

Le siècle des extrêmes

Quelques mois après son arrestation, il s'évade de son camp de travail et rejoint le maquis de Marcy, sur le Plateau de Millevaches. C'est un des maquis dépendant de Guingouin et l'ambiance n'est plus la même que dans le trou de la Berbeyrolle. Après la libération de Limoges, il se rend à Londres et s'engage dans les SAS, les paras britanniques, et participe à la bataille de Hollande. Il est démobilisé le 1er novembre 1945. Il habite Paris, devient journaliste et parcourt le monde comme grand reporter. Il fréquente des poètes, des musiciens. Il rencontre Henri Michaux, Pierre Boulez, Kateb Yacine et bien d'autres. Il écrit aussi des poèmes et des pièces de théâtre. En 1960, il tourne en Yougoslavie son premier film, *L'enclos* qui obtient le prix de la critique à Cannes et celui de la mise en scène à Moscou. Il poursuit ainsi sa traversée du siècle mais celui-ci est le siècle des extrêmes comme l'a nommé l'historien Eric Hobsbawn : en moins d'une vie humaine surgirent deux guerres mondiales, plusieurs génocides en lien direct avec une techno-science cachant derrière l'étiquette de « progrès » des boucheries industrielles et des saccages de notre planète. Face à ces situations surgirent aussi des révolutions et des luttes de libération qui furent brutalement interrompues, ou s'avérèrent des impasses ou furent dévoyées. Tout cela a marqué l'œuvre de Gatti et lui a permis inlassablement d'approfondir les concepts de résistance et de révolution.

Progressivement, Gatti glisse de l'écriture journalistique à celle du théâtre et de la poésie. Dans les années

1/ Le quartier du Tonkin et la commune de Beausoleil sont majoritairement peuplés d'Italiens venus du Piémont et de Ligurie pour travailler à Monaco. Le recensement de 1926, alors que Gatti a deux ans, fait état d'une population de 8300 habitants pour l'ensemble de la commune dont 5800 sont des étrangers, essentiellement des Italiens.

2/ De son nom d'état civil, Gatti a pour prénoms Dante, Sauveur. Ses proches l'appelaient d'ailleurs Dante.

3/ Francis Juchereau, « Avec Armand Gatti : Ici, hier, maintenant, ailleurs, demain Pour une deuxième aventure de l'Homme », Lettre du cercle Gramsci, mai 2017.



1960, il est identifié comme un auteur d'avant-garde et ses pièces sont produites dans des théâtres très légitimes : Théâtre Daniel Sorano à Toulouse, TNP à Paris et Villeurbanne, etc. En 1967, il écrit la pièce *V comme Vietnam*, montée au Théâtre Daniel Sorano à Toulouse. Cette pièce s'inscrit dans le cadre militant d'une campagne contre la guerre du Vietnam. Elle sera jouée dans 45 lieux, en France, Belgique et Suisse (dont Tulle, en Corrèze). Mais en 1968, sa pièce, *La passion du général Franco* est déprogrammée, sur ordre du gouvernement français, à la demande du gouvernement espagnol. Gatti décide alors de quitter la France et part s'installer à Berlin-ouest où il mènera diverses expériences. Il revient en France en 1974 et quitte petit à petit le cadre du théâtre institutionnel. Il construit sa forme de théâtre-expérience, inscrite dans un lieu et dans l'histoire : St Nazaire, Derry (au moment de la dramatique grève de la faim des prisonniers républicains des H Blocks), en Irlande du Nord, l'Archéoptéryx à Toulouse, Montreuil, Marseille, Strasbourg, Sarcelle, Besançon, Ville-Evrard ou le Limousin…

A la source de son écriture et de sa démarche, on retrouve toujours la conscience de classe, le maquis et la résistance. Gatti n'a pas oublié d'où il vient comme il s'en confie à son ami, le journaliste Marc Kravetz : « Il y avait à l'origine ce qu'on pourrait désigner par la conscience de classe et qui m'obligeait, moi, le fils de l'immigré, à être toujours le premier en français. A l'école, ma seule arme était la langue. Maintenant, je revendique comme une nationalité d'être le fils d'un immigré. A l'époque, j'en étais honteux. Quand j'étais petit, les Italiens qui ne voulaient pas avouer qu'ils étaient Italiens se faisaient passer pour des Corses, après tout les noms se ressemblent. A l'école, j'étais le fils du balayeur et je portais les sobriquets d'usage, macaroni, pastaciutta, salami… Je prenais ma revanche dans la lecture et l'écriture. C'était ma seule identité. En France, on me traitait d'Italien, en Italie, j'étais considéré comme Français. Etre de nulle part, ou plus exactement ne jamais savoir où l'on est vraiment, c'est une situation que je comprends bien. » (7)

Avec le maquis, il garde aussi l'impression d'avoir vécu un de ces moments décisifs contenant de puissants possibles, avant même de le rejoindre : « A l'époque on pouvait croire que c'était pour demain. J'ai vraiment cru que la Résistance était la veille de ce demain-là. Et je suis parti. » (8) Et pour lui, résister, c'est être à l'endroit juste. Le fait d'être là, dressé dans sa verticalité, celle des arbres, face à un pouvoir. Attitude qui fait écho aux ZAD actuelles. C'est une façon de penser et d'écrire le monde : « Tout s'est passé là, tout est né là, tout est venu de là. En étant dans ce maquis, il y a eu le sentiment que ce n'était pas tellement pour se battre. Le combat existait beaucoup plus par la présence, par le choix d'être là que par le fait de tirer à droite ou à gauche. » (9)

La Résistance est une attitude morale. On ne peut pas parler le même langage que celui d'une armée, le langage de la force et des armes.

« Là-bas, en Corrèze ! C'est là que tout commence. »

Le maquis est un refus en acte du cours normal de la vie et c'est aussi le moment où Gatti se confronte, en mettant en jeu son existence, avec les mots, le langage, les livres. Il fait dialoguer Gramsci ou Henri Michaux avec les arbres.

« Le maquis était le centre. De ma vie, jamais je n'ai eu autant de contacts, vu autant de personnes qui ont eu une importance aussi considérable dans ma vie. » (10) Et il situe aussi la dimension de cet endroit juste, celui où il faut être pour penser le monde : « Et quand on peut imaginer ce qu'était le maquis, un trou sous la terre, enseveli dans la neige, dans une forêt, dans le nord du Massif Central, c'est quand même un endroit qui se fait tout de suite aux dimensions de l'univers. » (11)

Mais l'expérience fondatrice du maquis, c'est aussi celle de la dénonciation, celle de la confrontation avec les flics lors des interrogatoires, celle de la prison et de la déportation, le négatif de la forêt, de la rencontre avec les arbres et les étoiles, de la sensation d'exister. Malgré tout, Gatti a survécu au désastre et comme l'écrit Claude Faber : « La cicatrisation n'a pas refermé toutes les déchirures du corps et de l'esprit. La blessure est là, certainement très enfouie, comme une écharde qui s'enfonce au fil du temps. Invisible en surface, mais douloureuse à chacune de ses avancées. » (12)

« Il faut créer un théâtre de rupture »

En 1963, le Théâtre du Capitole de Toulouse programme la première de la pièce « Chroniques d'une planète provisoire », en présence de Gatti. Après le spectacle, la discussion qui suit est houleuse. Daniel Bensaïd, à l'époque lycéen et militant des Jeunesses communistes, y assiste. Avec d'autres, ils vont poursuivre le débat dans un autre lieu, avec Gatti. Cette discussion est enregistrée. Bensaïd en rend compte dans son journal lycéen, dans un article qui s'intitule : « Pourquoi j'aime Gatti ». (13) Il le cite abondamment. Bien qu'on soit dans sa période institutionnelle, sur le plan théâtral, Gatti conteste radicalement les normes du théâtre : « Ce contre quoi je m'insurge ? Pourquoi ce théâtre de rupture envers les formes ?, questionne Gatti. Parce que les formes et le théâtre qui leur correspondent ont été pensés par une société bourgeoise. Et à partir du moment où vous introduisez le langage bourgeois dans la lutte révolutionnaire, vous pourrissez la lutte révolutionnaire. Voilà le crime ; et c'est pourquoi il faut créer un théâtre de rupture, continuellement ! Parce que les formules données pourrissent toujours la réalité ou les choses. »

Et sur la manière de voir et de penser le monde : « (…) L'homme est une série de possibles. Parce que par delà les catégories périmées du bien et du mal, il y a toute une série de possibilités négatives qui peuvent être positives selon le contexte que vous mettez dessous. Parce que si vous commencez à trancher en étiquettes, vous n'atteindrez jamais la complexité même, le nœud même qui fait que l'homme est homme ! »

Et c'est encore à Toulouse, mais 20 ans plus tard, en 1983, qu'il annonce l'horizon d'un spectacle sans spectateurs et sans acteurs. Sans clientèle, sans professionnels, non-commercialisable, l'aventure théâtrale finit d'échapper au circuit marchand et impose sa gratuité. (14) Ne demeurent que des amis, appelés fidèles, témoins ou spectateurs virtuels devant qui des stagiaires peuvent s'affirmer porteurs de langage.

4/ STO : Service du travail obligatoire. En 1943, L'Allemagne nazie impose au gouvernement de Vichy la mise en place du STO pour compenser le manque de main-d'œuvre dû à l'envoi des soldats allemands sur le front de l'Est, où la situation ne cessait de se dégrader. De fait, les travailleurs forcés français sont les seuls d'Europe à avoir été requis par les lois de leur propre État, et non pas par une ordonnance allemande. C'est une conséquence indirecte de la plus grande autonomie négociée par le gouvernement de Vichy comparativement aux autres pays occupés, qui ne disposaient plus de gouvernement propre. Le STO provoque le départ dans la clandestinité de près de 200 000 réfractaires, dont environ un quart gagne les maquis en pleine formation. Le STO accentue la rupture de l'opinion avec le régime de Vichy, et constitue un apport considérable pour la Résistance.
5/ Les GMR sont des groupes mobiles de réserve, rattachés à la police. Ces forces ont été engagées contre les maquis, surtout dans le Massif central. C'est le peloton du Bourbonnais qui a arrêté Gatti et ses amis. Il était basé à Treignac, en Corrèze et a laissé derrière lui une sinistre réputation.
6/ Le procès verbal de synthèse rédigé par un gendarme de Bugeat et qui relate l'arrestation de Gatti et ses camarades est daté du 4 janvier 1944.

Cet idéal s'est en partie réalisé au niveau de la production d'un théâtre échappant de fait à la commercialisation, dans un processus jamais fini, au niveau de l'acteur devenant un stagiaire expérimentant des formes, des voies et du spectateur situé dans la catégorie invité et accédant librement à l'espace du jeu, dans un lieu toujours improbable, reconfiguré et requalifié, le temps d'une expérience. Il n'y a pas non plus de fin au spectacle mais juste la présentation d'un état des lieux, un « work in progress ». Et cette démarche implique aussi d'aller dans des espaces où se trouve le peuple : les écoles, les casernes, les usines, les prisons, les hôpitaux, etc. Gatti déplace ainsi les lieux et les enjeux du théâtre en redonnant la parole à ceux qui en ont toujours été privés, à ceux qui n'ont cessé d'être représentés. « Les formes inventées créent un autre lieu, celui improbable, de l'utopie, qui fait advenir, entre le réel et l'imaginaire, la possibilité des possibles, de telle sorte que les possibles parviennent non seulement à s'incarner, mais à se rencontrer, dialoguer et interagir. » (15)

Ecrire pour changer le passé

L'œuvre théâtrale de Gatti questionne tout le XXe siècle « celui des espérances défaites, trahies, confisquées – celui d'une indéfectible confiance dans la capacité de chacun à être autre chose que ce pour quoi il a été programmé ; celui des libertaires ». (16)

Le théâtre de Gatti célèbre le mot et ce qu'il permet : dire le refus et l'espérance, faire exister « ici et maintenant », une autre réalité que celle de la domination.

Les mots « communisme », « anarchisme », « révolution » ont été dévoyés. Il est nécessaire de se les réapproprier dans ce qu'ils tendaient à signifier. C'est par eux que se dessinent le refus et l'espérance et que se transmettent les colères et les résistances. (17) A des figures de révolutionnaires ou de résistants, il associe d'autres univers, porteurs aussi de langages, comme le trou du maquis Berbeyrolle associé à un rouge gorge, Rosa Luxembourg et la mésange charbonnière, Blanqui et l'éternité par les astres ou encore Cafiero (18) et son envie de voler comme un oiseau, construisant de nouveaux mythes porteurs de possibles.

Le possible, pour Gatti est un temps du passé pas encore réalisé. Et comme les luttes anarchistes ne pouvaient témoigner à elles seules de la pluralité des résistances, il a cheminé également avec d'autres compagnonnages que ceux connus sous l'étiquette libertaire comme le résistant, mathématicien et philosophe Jean Cavaillès ou encore le Mao de la Longue marche (19).

Mais Olivier Neveux analyse que c'est par la forme même de son théâtre que le combat de Gatti est au plus près de l'anarchisme, par sa remise en cause de l'idée même de représentation, cette délégation du pouvoir et de la parole. Il n'y a pas de spectateurs dans son théâtre qui n'est plus de représentation mais l'advenue du possible, sous l'œil de quelques témoins. Chacun y reconquière sa parole, depuis les profondeurs de son être, à partir d'une situation posée. Les mots occupent l'espace et l'habitent sans la médiation d'un personnage. Chaque fois, il y a un malentendu. L'expérience échoue puisque celui qui se vit comme spectateur continuera à n'y voir que du théâtre, que de la représentation, tellement sommes-nous conditionnés par les formes habituelles du théâtre. (20)

Gatti ne dévoile pas les mécanismes de l'oppression. Il n'est pas un éducateur populaire « émancipant » un public. Il oblige, que l'on se positionne comme « stagiaire » faisant un bout de chemin avec lui ou comme « invité » venant assister à un état des lieux d'une question, à faire un effort pour entrer dans le propos et accepter de ne pas tout comprendre. Il a des exigences et ses expériences ne sont pas de tout repos. Il balise l'espace et y inscrit des références avec des portraits, avec des banderoles et des inscriptions, dans une symbolique de lieu occupé, en ébullition. Il nous invite à entrer dans son mode de pensée probabiliste, et à poser tout autrement l'histoire et notre devenir et à se questionner et à agir à partir de ce mode de pensée. Et cette méthode de pensée ne concerne pas que le théâtre…

Christophe

7/ Marc Kravetz, L'aventure de la parole errante, multilogues avec Armand Gatti, L'Ether vague, Toulouse, 1987, p 15
8/ Marc Kravetz, ibid. p 28
9/ Marc Kravetz, ibid. p28
10/ Marc Kravetz, ibid. p 29
11/ Marc Kravetz
12/ Claude Faber, La poésie de l'étoile, Descartes & compagnie, Paris, 1998, p 40
13/ « Pourquoi j'aime Gatti », article de Daniel Bensaïd paru en 1963, dans le journal lycéen « L'allumeur des réverbères » et qu'on peut trouver sur le site
14/ Catherine Brun, Gatti dedans/dehors : de l'avant-garde aux contre-cultures, dans Christophe Bourseiller, Olivier Penot-Lacassagne (dir), Contre-cultures !, CNRS Editions, Paris, 2013, pp 81-96
15/ Catherine Brun, ibid. p 84
16/ Olivier Neveux, Armand Gatti (1924-2017), l'Anti capitaliste n°380, 20 avril 2017
17/ Olivier Neveux, « La nuit des prolétaires anarchistes », Critique, vol. 699-700, no. 8, 2005, pp. 679-690.
18/ Carlo Cafiero (1er septembre 1846, Barletta - 17 juillet 1892, Nocera Inferiore) est un militant communiste libertaire italien. À l'origine proche de Karl Marx et Friedrich Engels au sein de l'Association internationale des travailleurs, il rompt ensuite avec eux, en partie pour suivre l'idéologie anarchiste de Michel Bakounine, alors très populaire en Italie. Partisan de l'anarchisme insurrectionnel, il cherche à mener un soulèvement dans les montagnes du Bénévent. Durant son séjour en prison pendant l'hiver 1877-18782 Cafiero décide de rédiger un Abrégé du Capital de Karl Marx à partir de la traduction française de J. Roy, offrant aux lecteurs italiens le premier exposé synthétique de l'œuvre de Karl Marx. Il était l'ami de James Guillaume et de Malatesta.
19/ Olivier Neveux, ibid.
20/ Olivier Neveux, ibid.

Adieu Jean Pierre Petit

L'OCL tient à saluer la mémoire de Jean Pierre Petit, décédé le 10 mai, que nous étions nombreux à avoir croisé sur différents terrains de lutte. De sensibilité libertaire, militant syndical (Sud) à La Poste, il s'était également investi pour de nombreuses causes que nous partagions : pour la gratuité du métro, contre le « Grand-Paris » (sur lequel il avait écrit un article pour *Courant Alternatif*) ou la vidéo surveillance : « Souriez, vous êtes filmés ». Nous avons également pu le croiser dans les manifs contre la loi travail, mais aussi lors de la lutte contre le camp du Larzac, à Notre-Dame des Landes ou à Bure, lutte qu'il avait contribué à redynamiser. Il avait participé à plusieurs reprises à nos rencontres estivales avec sa simplicité, son calme et son humour.

Avant de s'endormir, il a retiré son masque à oxygène pour articuler clairement une dernière fois «Il faut s'organiser».



Vers la militarisation de la société

Dans les quatre premières parties de ces évocations mensuelles consacrées à la révolution russe nous nous sommes centrés sur la naissance des soviets (depuis la révolution de 1905 et de ses prémisses jusqu'à l'insurrection de février 1917), *l'irruption de l'ouvrier révolutionnaire russe* dans un champ politique d'où il était absent jusque-là.

Avec cette seconde partie ce sont des épisodes moins enthousiasmants que nous abordons. Ceux qui, de 1918 à 1922 conduisent à la disparition de ces Conseils comme organismes de pouvoir populaire, à la dictature d'un parti maquillé en dictature du prolétariat, à la répression brutale de toutes les oppositions et finalement, pour résumer le tout, au stalinisme et à près de 70 années de dictature sanglante.

Comment en est-on arrivé là ?

Les explications les plus simples ne sont pas toujours les plus convaincantes.

Pour l'ex-maoïste (donc stalinien) Stéphane Courtois et ses amis du *Livre noir du communisme* (1) c'est simple : tout idée et tentative de révolution mène immanquablement au totalitarisme. Les exploités, les pauvres, les « sans dents » n'ont qu'à bien se tenir et se contenter de soutenir et de renforcer la démocratie représentative, éventuellement sous sa forme la plus présentable, la social-démocratie.

Les trotskistes ont longtemps considéré qu'il ne s'agissait que d'une « déviation » due à une mauvaise direction du parti, celle de Staline et consort, après la mort de Lénine. Il suffirait donc d'œuvrer à substituer la mauvaise par une bonne direction. Remplacer l'état ouvrier dégénéré par un Etat véritablement socialiste.

Les anarchistes considèrent généralement que c'est la faute au bolchevisme et au marxisme qui s'appuyaient sur une conception étatique de la révolution. Or, un Etat ne peut dégénérer, il faut le supprimer dès le début de la révolution sinon la dictature est inéluctable.

Il y a bien entendu des parcelles de vérité dans les deux dernières analyses ou des questions à se poser dans la première.

Pourtant, les explications univoques en forme de trahison ou d'idéologies bancales ou défaillantes ne sont pas satisfaisantes parce qu'elles écartent du jeu les affects profonds et la volonté du peuple qui, quoiqu'on en disent, s'implique de manière déterminante dans les orientations sinueuses que prend l'histoire. Ce peuple qui, justement, avait joué une partition de premier plan jusqu'en 1917 et qui a très vite disparu de la scène après 1918, il est inutile de le faire disparaître à nouveau en l'affranchissant du devenir, même sombre, de la révolution.

Bien sûr il y eu le marxisme léninisme, bien sûr il y eu les mauvais dirigeants au mauvais moment à la mauvaise place ; bien sûr il y a des traîtres ici et là, bien sûr il y eu la situation objective, la guerre (aux frontières puis civile), qui, jamais, n'est source de libération, mais de désespoir et de famines ; bien sûr il y eu les terribles offensives armées des bourgeoisies impérialistes qui après s'être écharpées entre elles trouvèrent un terrain d'entente pour éradiquer la menace communiste qui frappait également à leur porte. Elles ignoraient qu'un régime avec lequel elles pourraient pactiser succèderait très vite à la révolution honnie.

Pourtant, si une très grande majorité des ouvriers et des paysans russes l'avaient voulu et porté, l'expérience soviétique telle qu'elle avait émergé au début aurait sans doute pu se poursuivre. Ce ne fut pas le cas car les années de guerre et de privatisations avaient laminé des populations qui n'avaient plus la force de faire valoir leur autonomie et qui, sans doute, n'avaient jamais été ultra majoritairement impliquées dans le processus révolutionnaire.

Même les plus exploités n'ont pas que leurs chaînes à perdre contrairement à ce que proclame la vulgate révolutionnaire. Il arrive un moment où, face à l'ampleur des difficultés à résoudre, et qui ne sont pas seulement celles que l'ennemi nous oppose, mais aussi celles qui sont directement liées à la reconstruction du monde, on fini par baisser les bras et à laisser son autonomie de côté pour sauver ce qu'on croit qui peut l'être encore, sa vie. Illusion bien entendu, car la mort a rarement été aussi présente que dans les décennies qui suivirent la révolution de 1917.

Ce sont ces questions-là qu'il faudra bien aborder, au vu des expériences révolutionnaires du XXe siècle, pour envisager de nouvelles séquences insur-


Lénine haranguant les ouvriers aux usines Poutilov, 1918

(1) Publié il y a 20 ans pour le 70e anniversaire de la révolution russe, Le Livre noir du communisme, crimes, terreur, répression (dédié à l'ex-stalinienne, repentie elle aussi, Annie Kriegel), fut l'œuvre collective, outre de Stephane Courtois, d'historiens comme Nicolas Werth, Sylvain Boulouque ou Jean-Louis Panné. Ils accordent en général une place démesurée au rôle de l'idéologie dans le développement de l'histoire et, par là même, mythifient le rôle des individus, en particulier des chefs. C'est toute espérance d'égalité entre les humains, initialement appelé projet communiste, qu'ils assassinent à travers le léninisme et le stalinisme. Ils flirtent ouvertement avec la droite comme leur maître François Furet le fit en son temps. Ils conservent cependant leur sinécure universitaire et médiatique de spécialistes de l'URSS.

rectionnelles, le contenu du communisme véritable et, simplement même, la possibilité d'un monde meilleur. Et pas seulement les causes « extérieures » et autres trahisons et idéologies erronées.

Au fil de ce dossiers publiés dans *Courant alternatif*, nous ne nous livrerons pas à une chronologie plus ou moins détaillée. Les lecteurs ont mille lieux et occasions pour trouver leur bonheur à ce sujet. Nous rappellerons juste quelques point pour introduire cette 5e partie qui entame le reflux de cet épisode si prometteur du XXe siècle.

La première guerre mondiale impérialiste entraîne partout, comme il se doit, misère, destructions et dizaines de milliers de morts. C'est évidemment la cas en Russie tsariste engagée au sein de la Triple Entente (avec la France et l'Angleterre) contre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, puis Empire ottoman). Les grèves contre les conditions de vie et contre la guerre s'y succèdent et déclenchent une répression inimaginable.

En février 1917 une grève générale, commencée à Petrograd s'étend à tout le pays. Le tsar Nicolas II est contraint d'abdiquer, un gouvernement provisoire est constitué qui décide de poursuivre la guerre contre l'avis des soviets qui émergent un peu partout et pour qui il s'agit d'une guerre impérialiste. Un double pouvoir s'installe de fait sur le territoire russe : celui des gouvernements provisoires qui se succèdent, au sein desquels le socialiste Kerensky joue le premier rôle d'un côté. Celui du soviet des ouvriers de Petrograd rejoints par les comités de soldats sur lesquels le parti bolchévik s'appuie habilement pour gravir les marches du pouvoir, de l'autre. En octobre, dans un pays exsangue et largement favorable à l'arrêt de la guerre, le soviet de Petrograd finit par prendre le pouvoir et dès novembre les bolcheviks sont les maîtres de Moscou.

Le 3 mars 1918 la paix de Brest-Litovsk est signée entre la Russie et l'Allemagne.

Mais la guerre n'en est pas terminée pour autant, elle devient « civile » et se poursuivra jusqu'en 1923. Sous ce vocable particulièrement flou se rangent des confits armées avec des belligérants aux objectifs politique opposés. Ceux de la Grande guerre qui s'entendent maintenant pour écraser la menace communiste aux côtés des forces monarchistes et réactionnaires « blanches ». Des forces et tendances politiques (mencheviks, socialistes révolutionnaires, anarchistes…) qui entendent instaurer une démocratie bourgeoise ou mieux, conserver l'esprit et la lettre de la République des soviets contre les bolcheviks qui œuvrent à instaurer leur dictature (du prolétariat !). Mais aussi rouges et blancs contre de multiples révoltes paysannes qui refusent la conscription et les réquisitions forcées pour alimenter les villes.

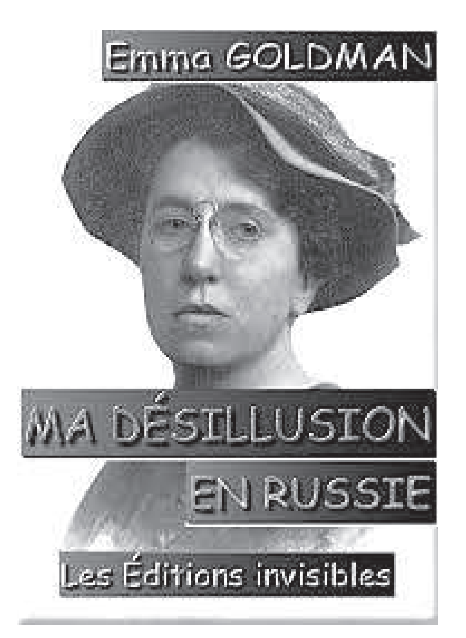
Le gouvernement soviétique, qui a déjà transféré la capitale de Pétrograd à Moscou, proclame la mobilisation générale et obligatoire. Léon Trotski prend énergiquement la direction de l'Armée rouge, fondée dès le 23 février 1918 : de près d'un million d'hommes à la fin de l'année 1918, elle en compte plus de 5 millions deux années plus tard, volontaires ou conscrits.

C'est le communisme de guerre qui va impliquer une totale militarisation de la société, sur les plans politique, économique, militaire avec, bien entendu, l'arsenal répressif qui va avec et qui débouchera sur l'écrasement de la révolte des marins, soldats et ouvriers de Kronstadt contre le communisme de guerre et la dictature des « commissaires bolcheviks », le 18 mars 1921, puis quelques mois plus tard sur celui de l'armée révolutionnaire insurrectionnelle ukrainienne, la Makhnovchtchina, qui, après avoir battu les Blancs entendait ne pas se plier à la conception étatique de la révolution mais établir une société d'orientation anarchiste. Nous reviendrons plus en détail sur ces épisodes dans les prochains numéros de *Courant alternatif*.

Dans le texte ci-dessous Emma Goldman, extrait de *Ma désillusion en Russie*, nous aide à comprendre comment le processus de militarisation des usines s'est insidieusement et très rapidement glissé dans la vie du nouveau régime au nom d'impératifs dits « réalistes ».

Il faut signaler que le terme de désillusion fut très fort de sens pour Emma Goldman qui attendait beaucoup de la révolution russe et des bolcheviques : En 1917, elle écrit à Agnès Inglis (militante anarchiste américaine) : « Je pense vraiment que la situation en Russie sous la direction des bolcheviques est l'événement le plus gigantesque de l'histoire. Vivent les bolcheviques. Puissent leur flamme s'étendre au monde et libérer l'humanité de son esclavage. »

En 1919 encore, elle écrit à Catherine Breshkovskaya (la « grand-mère de la révolution », bakouninienne, narodnik puis socialiste revolutionnaire - SR) qui avait dénoncé lors d'une conférence à New-York le régime bolchevique : « Chère Babushka, Où allez-vous? Je ne met pas en doute ce que vous dites sur les bolcheviques. En tant qu'américaine, je suis naturellement opposée à leur dictature, leur centralisme, leur bureaucratie. Mais quelles que soient leurs erreurs et leurs défauts, ils sont la chair de notre chair, le sang de notre sang. Ils ont à leurs côtés, sinon une majorité, du moins certainement un large pourcentage du peuple russe pour lequel vous



avez donné cinquante années glorieuses de votre vie. Oui, ils sont tous vos enfants, même si tous ne sont pas comme vous espériez et vouliez qu'ils soient. . . . Revenez vers vos enfants, bien-aimée Babushka. Votre enfant au cœur brisé, Emma. »

Une fois en Russie, en 1920, l'opinion d'Emma Goldman se modifia rapidement. Avec Alexandre Berkman, elle rendit visite à Pierre Kropotkine à Dmitrov en mai 1920. Ce dernier leur déclara que « Ils [les bolcheviques] ont montré comment la révolution ne devait pas être conduite ».

De fait l'Etat du pays est tel que les bolcheviks vont devoir revoir leurs orientations économiques, mais tout en renforçant la dictature.

Dans son rapport de mars 1921 au Xe congrès du Parti communiste russe, Lénine reconnaît :

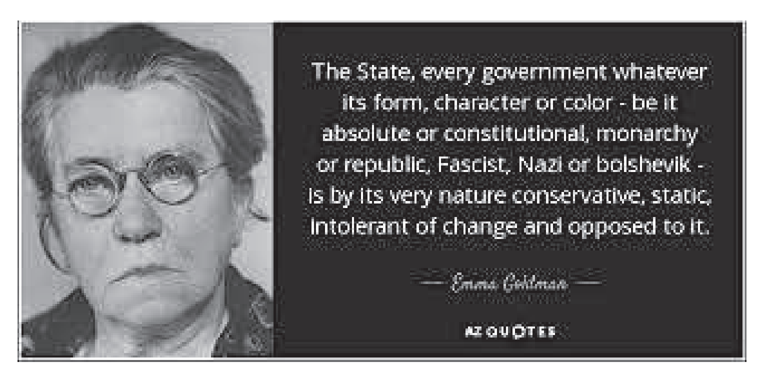
« Les faits sont là. La Russie est menacée de famine. Tout le système du communisme de guerre est entré en collision avec les intérêts de la paysannerie […]. Nous nous sommes trop avancés dans la nationalisation du commerce et de l'industrie, dans le blocage des échanges locaux. Est-il possible de rétablir dans une certaine mesure la liberté du commerce ? Oui, c'est possible. C'est une question de mesure. Nous pouvons revenir quelque peu sur nos pas sans détruire pour cela la dictature du prolétariat. »

Le 16 mars 1921, les congressistes adoptent le rapport de Lénine : la Nouvelle politique économique (NEP) est lancée qui fonde les base d'un véritable capitalisme d'Etat que Staline saura consolider de la manière la plus brutale que l'on sait. Nous y reviendrons également.

JPD

LA MILITARISATION DES USINES

Emma Goldman



Le Neuvième Congrès du Parti communiste pan-russe, tenu en mars 1920 se caractérisa par un certain nombre de mesures qui signifièrent un virage complet à droite. La principale fut la militarisation du travail et l'établissement de la direction individuelle de l'usine, opposée à la gestion collégiale. Le travail obligatoire avait longtemps été une loi inscrite dans la constitution de la République Socialiste, mais cette loi avait été appliquée, comme disait Trotsky « seulement de façon confidentielle ». Maintenant, on ne rigolait plus : la loi devait être effective. La Russie devait avoir une armée industrielle militarisée pour lutter contre la désorganisation économique, comme l'Armée Rouge qui avait vaincu sur tous les fronts. On ne pouvait maintenir une armée en ordre de bataille que par une discipline de fer, clamait-on. Le système de gestion collégiale dut faire place nette à la gestion militaire des industries.

Cette mesure fut âprement combattue au Congrès par la minorité communiste, mais la discipline de parti prévalut. Cependant, l'excitation ne diminua pas : la discussion du sujet continua longtemps après la clôture du congrès. Beaucoup de jeunes communistes reconnaissaient que la mesure marquait un pas vers la droite, mais ils défendaient la décision de leur parti. « Le système collégial a prouvé son échec, » disaient-ils. « Les ouvriers ne travailleront pas volontairement, et notre industrie doit être revitalisée si nous voulons survivre une année de plus.»

Jack Reed, lui aussi, partageait ce point de vue. Il était de retour après une tentative futile d'atteindre l'Amérique par la Lettonie, et pendant des jours nous nous disputâmes au sujet de la nouvelle politique. Jack insistait sur le fait qu'elle était incontournable tant que la Russie était attaquée, et sous blocus. « Nous avons été contraints de mobiliser une armée pour nous battre contre nos ennemis de l'intérieur, pourquoi pas une armée pour nous battre contre notre ennemi de l'intérieur, le pire, la faim ? Nous ne pouvons le faire qu'en remettant l'industrie sur pieds. » Je lui démontrais le danger de la méthode militaire, et doutais que les ouvriers devinssent plus efficaces, ou plus productifs, sous la contrainte. Cependant, Jack pensait que la mobilisation de la main-d'œuvre était inévitable. « On doit essayer, de toute façon », dit-il.

Petrograd, à ce moment, bruissait de rumeurs de grèves. On racontait partout que Zinoviev et son personnel, qui visitaient les usines pour expliquer les nouvelles politiques, avaient été éconduits par les ouvriers. Pour voir la situation de mes propres yeux, je décidai de visiter les usines. Déjà, pendant mes premiers mois en Russie, j'avais demandé à Zorine la permission de les voir. Lisa Zorine m'avait demandé d'y faire quelques réunions de travail, mais j'avais esquivé, pensant présomptueux de ma part que de vouloir donner des leçons à ceux qui avaient fait la révolution. De plus, je n'étais pas alors tout-à-fait familiarisée avec la langue russe. Mais quand je demandai à Zorine de me laisser visiter quelques usines, il fut évasif. Ayant fait la connaissance de Ravitch, je tâtai le terrain à ce sujet, et elle y consentit de bon cœur.

Je commençai par les usines Poutilov, le plus grand établissement automobile. Quarante mille ouvriers travaillaient là avant la guerre. On m'informa qu'ils n'étaient plus que 7 000. J'avais beaucoup entendu parler des Poutilov : ils avaient pris une part héroïque dans les Journées révolutionnaires, et dans la défense de Petrograd contre Youdenitcb.

Aux bureaux de Poutilov, nous fûmes cordialement reçus, on nous montra les différents secteurs, et on nous affecta un guide. Notre groupe se composait de quatre personnes, parmi lesquelles deux seulement parlaient le russe. Je restai en arrière pour interroger un groupe qui travaillait sur un établi. On m'accueillit d'abord avec le soupçon habituel, que je surmontai en disant à ces hommes que j'apportais les salutations de leurs frères d'Amérique. « Et la révolution là-bas ? » me demanda t-on immédiatement. Cela semblait être une obsession nationale, cette idée d'une prochaine révolution en Europe et en Amérique. Chacun en Russie s'accrochait à cet espoir. Il était dur de priver ces gens mal informés de leur foi naïve. « La révolution américaine n'est pas pour maintenant » leur ai-je dit, « mais la Révolution Russe a trouvé un écho parmi le prolétariat américain ». Je m'informai de leur travail, de leurs vies et de leur attitude envers les nouveaux décrets. « Comme si on ne nous avait pas exploités assez auparavant », se plaignit l'un de ces hommes. « Maintenant nous devons travailler sous la nagaika [fouet] des militaires. Bien sur, nous devons aller à l'usine, sans quoi ils nous punissent comme déserteurs industriels. Mais comment pourraient-ils obtenir plus de travail de nous ? Nous subissons la faim et le froid. Nous n'avons aucune force pour donner plus. » Je suggérai que le Gouvernement avait été probablement contraint de prendre de telles méthodes, et que si l'industrie russe n'était pas ranimée, la condition des ouvriers deviendrait encore plus mauvaise. En plus, les hommes de Poutilov recevaient un payok privilégié. « Nous comprenons le grand malheur qui est arrivé à la Russie », répondit l'un des ouvriers, « mais nous ne pouvons pas nous serrer plus la ceinture. Même les deux livres de pain que nous obtenons ne sont pas assez. Regardez le pain… dit-il, montrant un croûton noir, pouvons-nous en vivre ? Et nos enfants ? Sans la famille à la campagne et un peu de commerce sur le marché, nous serions tous morts. Maintenant ces nouvelles mesures nous arrachent à nos familles, en nous envoyant à l'autre bout de la Russie tandis que nos frères vont être traînés ici, loin de chez eux. C'est une mesure folle qui ne marchera pas. »

« Mais que peut faire le Gouvernement, face à la pénurie de vivres ? », ai-je demandé. « Pénurie ! » s'exclama t-il : « Regardez les marchés. Y avez-vous vu un manque d'alimentation ? La spéculation et la nouvelle bourgeoisie, voilà le vrai problème. La gestion individuelle, c'est notre nouvel esclavage. Les bour-

geois nous ont sabotés, et maintenant ils sont de nouveau au pouvoir. Mais laissez-les essayer de jouer aux patrons avec nous ! Ils nous trouveront. Laissez-les juste essayer ! »

Ces hommes étaient endurcis et amers. Le guide revint alors pour voir ce qui m'arrivait. Il prit de grandes poses pour m'expliquer que des conditions s'étaient· améliorées considérablement depuis que la militarisation du travail était entrée en vigueur. Les hommes étaient plus heureux, et beaucoup plus de voitures avaient été rénovées et de moteurs réparés que dans la même période sous la direction précédente. Il y avait 7 000 employés productifs dans l'usine, m'assura-t-il. J'appris, cependant, que le chiffre réel était de moins de 5 000, et parmi ceux-là, 2 000 seulement étaient de vrais ouvriers. Les autres étaient des fonctionnaires et des employés de bureau.

Après les Poutilov, nous avons visitâmes les Treugolnik, la grande usine à caoutchouc de la Russie. L'endroit était propre et les machines en bon ordre, une usine moderne bien équipée. Quand nous atteignîmes la salle de travail principale, le surveillant, responsable depuis vingt-cinq ans, vint à notre rencontre. Il nous ferait visiter, dit-il. Il semblait être très fier de l'usine, comme si elle lui appartenait. Je m'étonnai qu'elle fût restée en aussi bon état. Le guide m'expliquait qu'il en était ainsi parce que presque tout l'ancien personnel en avait gardé la responsabilité. Ils avaient estimé que, malgré ce qui pourrait arriver, ils ne devaient pas laisser l'usine se détériorer. C'était certainement très louable, ai-je pensé, mais bientôt j'eus l'occasion de changer d'avis. À l'une des tables, coupant le caoutchouc, un vieil ouvrier aux yeux bienveillants regardait au dehors une affiche, le visage intelligent. I1 me rappela le pèlerin Luka dans *Les Bas-fonds*, de Gorki. Notre guide ne nous quittait pas de l'œil, mais je réussis à m'esquiver, tandis qu'il décrivait le fonctionnement de quelques machines aux autres membres du groupe.

« Alors, batyushka, comment allez-vous ? » ai-je salué le vieil ouvrier. « Mal, matushka », me répondit-il, « les temps sont très durs pour nous les vieux. » Je lui dit combien j'étais impressionnée de trouver toute l'usine en si bon état. « C'est seulement », remarqua le vieil ouvrier, « parce que le surveillant et son personnel espèrent quotidiennement qu'il peut y avoir du changement, et que la Treugolnik retournera à ses anciens propriétaires. Je les connais. J'ai travaillé ici longtemps avant que le patron allemand de cette usine investisse dans de nouvelles machines.»

Traversant les différentes salles de l'usine, je voyais les femmes et les filles lever les yeux sur nous. On y lisait une peur évidente. Cela me sembla étrange dans un pays où les prolétaires étaient leurs maîtres. Apparentement les machines n'étaient pas les seules qui avaient été soigneusement conservées avec vigilance, la vieille discipline, elle aussi, avait été préservée : les salariées pensaient que nous étions des inspecteurs bolcheviques.

La grande minoterie de Petrograd, visitée ensuite, semblait en état de siège, avec des soldats en armes partout, même à l'intérieur des salles de travail. On nous expliqua que de grandes quantités de précieuse farine avaient disparues. Les soldats regardaient les meuniers comme des galériens et les ouvriers ressentaient, bien naturellement, un tel traitement comme humiliant. Ils osaient à peine parler, Un jeune garçon, un beau camarade, se plaignit à moi de ces conditions. «Nous sommes comme des prisonniers ici, » dit-il, « nous ne pouvons pas faire un pas sans permission. Nous sommes gardés durement au travail huit heures, avec seulement dix minutes de pause pour notre kipyatok [eau bouillie], et nous sommes fouillés au départ de la fabrique. » « N'est-ce pas à cause des vols de farine, cette surveillance stricte ? », demandai-je. « Pas du tout, » répondit le garçon, « les Commissaires du moulin et les soldats savent tout à fait bien où va la farine. » Je suggérai que les ouvriers pussent protester contre un tel état de choses. « Protester, mais à qui ? » s'exclama le garçon, « nous serions traités de spéculateurs et de contre-révolutionnaires, et arrêtés. » « 1a Révolution ne vous a rien donné ? » « Oh, la Révolution ! Mais ce n'est plus la révolution. Fini ! » dit-il amèrement.

Le matin suivant nous visitâmes l'usine de tabac Laferm. L'endroit était en pleine activité. On nous conduisit à travers l'usine, en nous expliquant l'ensemble du processus, depuis le triage de la matière première jusqu'aux cigarettes finies, empaquetées pour la vente ou l'expédition. L'air dans ces salles de travail était étouffant, nauséabond. « Les femmes travaillent dans cette atmosphère » dit le guide ; « elles ne se plaignent pas. » Il y avait là quelques femmes enceintes, et des filles de quatorze ans au plus. Elles semblaient défaites, leurs poitrines affaissées, leurs yeux cernés de noir. Certains d'entre elles toussaient, et le flux agité de la consomption rougissait leurs visages. « Y a-t-il une salle de récréation, un endroit où elles peuvent manger ou boire leur thé et inhaler un peu d'air frais ? » Il n'y avait rien de tel, m'informa-t-on. Les femmes restaient au travail huit heures consécutives ; elles buvaient leur thé et mangeant leur pain noir à leur place. Le système était celui du travail aux pièces, les salariées recevaient vingt-cinq cigarettes quotidiennement, en sus de leur paie, avec la permission de les vendre ou de les échanger.

Je parlai à certaines de ces femmes. Elles ne se plaignaient de rien, hormis de la contrainte de vivre loin de l'usine. Dans la plupart des cas, il fallait deux heures pour aller au travail et en revenir. Elles avaient demandé à être logées près de Laferm et avaient reçu des promesses à cet effet, promesses qui étaient restées lettres mortes.

La vie a certainement une façon à elle de vous jouer des tours. En Amérique j'aurais dédaigné l'idée de la protection sociale au travail ; je l'aurais considérée comme un palliatif à bon marché. Mais en Russie socialiste, la vue de ces femmes enceintes travaillant dans une atmosphère tabagique suffocante, et saturant elles-mêmes leur enfant à naître avec ce poison, m'impressionna comme un mal absolu. Je demandai à Lisa Zorine si quelque chose ne pouvait pas être fait pour améliorer ce marasme. Lisa prétendit que « le travail aux pièces » était la seule façon d'inciter les filles à travailler. Ces femmes avaient revendiqué des salles de repos, mais jusqu'ici rien n'avait pu être fait: on ne pouvait sacrifier le moindre espace dans cette usine. « Mais si même de telles petites améliorations n'ont pas pu résulter de la Révolution » m'écriai-je, « à quoi a-t-elle donc servi ? » « Les ouvriers ont pris le contrôle » répondit Lisa ; « ils sont maintenant au pouvoir, et ils ont des choses plus importantes à faire que de s'occuper de salles de repos, alors qu'ils ont la Révolution à défendre. » Lisa Zorine était restée proche des prolétaires, mais elle raisonnait comme une nonne consacrée au service de l'Église.

Une pensée m'obsédait : ce qu'elle appelait « la défense de la Révolution » n'était vraiment que la défense de son parti au pouvoir. En tout cas, rien n'advint de ma tentative de protection sociale au travail.

Emma Goldman, Ma désillusion en Russie, chapitre IX

La famine de 1920



Les organisations anarchistes dans la révolution russe et leur répression par les bolcheviques

Voline

La Révolution inconnue **dont cet extrait est issu est un livre de plus de 600 pages qui constitue une somme essentielle pour parcourir le mouvement anarchiste en Russie et sa liquidation par le pouvoir bolchevik, publié originellement en français par « Les Amis de Voline » en 1947. Voline, de son vrai nom Vsevolod Mikhaïlovitch Eichenbaum (1882-1945) est un militant anarchiste qui a participé aux révolution russe de 1905, 1907 et 1917. Ukrainien de naissance, il fut proche de l'armée révolutionnaire insurrectionnelle et anarchiste ukrainienne de Nestor Makhno (Voir dans un prochain numéro de CA). Condamné à mort par Trotski, il en réchappera miraculeusement et sera banni d'URSS. Il mourra en France.**



La participation des anarchistes à la Révolution ne se borna pas à une activité de combattants. Ils s'efforcèrent aussi de propager dans les masses laborieuses leurs idées sur la construction immédiate et progressive d'une société non-autoritaire, comme condition indispensable pour aboutir au résultat voulu. Pour remplir cette tâche, ils créaient leurs organisations libertaires, ils exposaient en détail leurs principes, ils les mettaient autant que possible en pratique, ils publiaient et diffusaient leurs journaux et leur littérature.

Citons quelques organisations anarchistes d'alors, parmi les plus actives.

1° » L'Union de propagande anarcho-syndicaliste Goloss-Trouda » (déjà citée). Elle avait pour but la diffusion des idées anarcho-syndicalistes dans les masses laborieuses. Elle déploya son activité, d'abord à Pétrograd (été 1917 – printemps 1918) et par la suite, pendant quelque temps, à Moscou. Son journal (Goloss Trouda, La Voix du Travail) fut d'abord hebdomadaire et plus tard quotidien. Elle fonda une maison d'éditions anarcho-syndicalistes.

Aussitôt arrivés au pouvoir, les bolcheviques s'appliquèrent à gêner, par tous les moyens, cette activité en général et la parution du journal en particulier. Finalement en 1918-1919, le gouvernement » communiste » liquida définitivement l'organisation et, plus tard également la maison d'éditions. Tous les adhérents furent soit emprisonnés, soit exilés.

2° » La Fédération des Groupes Anarchistes de Moscou « . Ce fut, relativement, une grande organisation qui, en 1917-1918, mena une propagande intense à Moscou et en province. Elle publiait un journal quotidien (l'Anarchie), de tendance anarcho-communiste (8) et fonda, elle aussi, une maison d'éditions libertaires. Elle fut mise à sac par le gouvernement » soviétique » en avril 1918. Quelques débris de cette organisation subsistèrent encore jusqu'en 1921. A cette date, les dernières traces de l'ancienne Fédération furent » liquidées » et les derniers militants » supprimés « .

3° La » Confédération des Organisations Anarchistes de l'Ukraine Nabate « . Cette importante organisation fut créée fin 1918 en Ukraine où, à cette époque, les bolcheviks n'étaient pas encore parvenus à imposer leur dictature. Elle se distingua surtout par une activité positive, concrète. Elle proclama la nécessité d'une lutte immédiate et directe pour les formes non-autoritaires de l'édification sociale et s'efforça d'en élaborer les éléments pratiques. Elle joua un rôle important par son agitation et sa propagande extrêmement énergique, et contribua pour beaucoup à la diffusion des idées libertaires en Ukraine. Elle publia, dans différentes villes, des journaux et des brochures. Son journal principal fut Nabate (Le Tocsin). Elle tenta de créer un mouvement anarchiste unifié (basé, théoriquement, sur une sorte de » synthèse » anarchiste) et de rallier toutes les forces actives de l'anarchisme en Russie, sans différence de tendances, au sein d'une organisation générale. Elle unifia presque tous les groupes anarchistes de l'Ukraine et engloba aussi quelques groupes de la Grande Russie. Elle tenta de fonder une » Confédération Anarchiste Panrusse « .

Développant son activité dans le Midi houleux, la Confédération y entra en relations étroites avec le mouvement des partisans révolutionnaires, paysans et ouvriers, et avec le noyau de ce mouvement : la » Makhnovtchina « . (Voir chapitre Ier au troisième livre). Elle prit une part active aux luttes contre toutes les formes de la réaction : contre l'hetman (9) Skoropadsky, contre Pétlioura, Dénikine, Grigorieff, Wrangel et autres. Elle perdit dans ces luttes et dans des combats armés presque tous ses meilleurs militants. En dernier lieu, elle attira sur elle, naturellement, les foudres du pouvoir » communiste « , mais étant données les conditions ukrainiennes, elle ne put résister, pendant quelque temps, à des attaques répétées.



Sa dernière et définitive liquidation par les autorités bolchevistes remonte à fin 1920. Vers cette époque, plusieurs de ses militants furent fusillés par les bolcheviks, sans l'ombre d'une procédure quelconque.

A part ces trois organisations d'assez grande envergure et d'action plus ou moins vaste, il en existait d'autres, de moindre importance. Un peu partout, en 1917 et 1918, surgissaient des groupes, des courants et des mouvements anarchistes, généralement peu importants et éphémères, mais, par endroits, assez actifs : les uns indépendants, les autres en relation avec l'une des organisations citées.

Malgré quelques divergences de principe ou de tactique, tous ces mouvements étaient d'accord sur le fond des choses remplissaient chacun dans la mesure de ses forces et de ses possibilités, leur devoir vis-à-vis de la Révolution et de l'anarchisme, en semant dans les masses laborieuses les germes d'une organisation sociale véritablement nouvelle : anti-autoritaire et fédéraliste.

Tous subirent finalement le même sort : la suppression brutale par l'autorité » soviétique « .

Voline - Extrait de "La révolution inconnue 1917-1921"(livre II, chapitre 3)



Mexique : tour d'horizon

Claudio Albertani, chercheur et écrivain italien, vit au Mexique. De nombreux textes de lui sur ce pays se retrouvent sur les sites Internet de l'OCL, Divergences, La voix du jaguar, Infokiosques… Certains ont été sélectionnés dans un livre, *Le Miroir du Mexique, Chroniques de barbarie et de résistance*, paru aux Editions du Monde libertaire en 2013. Spécialiste de Victor Serge, il a annoté et préparé l'édition complète de ses *Carnets (1936-1947)* aux éditions Agone. Dans le cadre de ses activités à l'université libre de Mexico il s'occupe du centre Vlady, du nom du grand peintre muraliste mexicain, par ailleurs fils de Victor Serge. Nous l'avons rencontré et lui avons demandé de dresser un tableau de la situation au Mexique en ce début 2017.

Autour des pompes…

Rapportée par les médias en France, au début de l'année, l'ambiance au Mexique pouvait paraître quasi insurrectionnelle, avec toute cette agitation autour des pompes à essence due à l'augmentation du prix du carburant. Mais, tout d'un coup, ce mouvement social a disparu des « unes» françaises pour faire place aux virulents échanges entre le nouveau Président américain Trump et le Président mexicain Peña Nieto au sujet du mur que le premier veut continuer de construire entre leurs deux pays, ou aux manifestations nationalistes de soutien qu'a obtenues le gouvernement mexicain en refusant de financer ce mur…

A la fin de 2016, le gouvernement mexicain a décrété la libéralisation du prix de l'essence, ce qui a entraîné une première hausse le 1er janvier 2017. Il y a eu une vague de protestation assez spontanée un peu partout dans le pays, mais sans doute pas d'une aussi grande ampleur que ce qui a été rapporté en France. Le plus intéressant, cependant, c'est que cette contestation a également eu lieu dans le Nord, ce qui n'est pas si fréquent… En tout cas, depuis janvier 2017, il ne s'est pas passé grand-chose.

Comment le mouvement avait-il démarré ?

Les gens se regroupaient autour des stations d'essence, avec des panneaux, mais sans plus d'organisation. Le gouvernement, qui avait lui-même mis en œuvre la hausse de janvier, a eu peur et n'a pas décrété la seconde hausse prévue. Il a simplement libéralisé les prix, censés flotter selon le marché: ils ont donc augmenté… par eux-mêmes !

Le peuple mexicain a été exproprié puisque le pétrole était un produit national : Pemex, la compagnie publique mexicaine chargée de son exploitation, a bradé ses unités de production à des compagnies américaines et japonaises – ce qui a permis beaucoup de corruption, mais aussi un financement des programmes sociaux gouvernementaux. Mais à présent le gouvernement n'a plus rien à vendre et la situation est catastrophique. Le Mexique importe presque toute l'essence dont il a besoin et exporte presque tout son pétrole, c'est la situation la plus absurde qui soit, avec une dépendance par rapport au marché international dans les deux sens : si le prix du pétrole baisse, celui de l'essence ne baisse pas, donc le Mexique est perdant; si le prix du pétrole monte, le peuple mexicain y perd aussi puisque ça produit un taux d'inflation plus haut. L'économie mexicaine est malade.

Malheureusement les explosions de rage restent des mouvements isolés : elles ne produisent pas un mouvement unifié, comme en France au printemps dernier.

Pourquoi le Mexique ne raffine-t-il pas son pétrole ?

Parce que le gouvernement s'est retiré du secteur du pétrole depuis plus de vingt ans. Le Mexique avait des raffineries, produisait son essence et exportait du pétrole, alors que maintenant il importe l'essence. Le schéma néolibéral qu'a suivi l'État en se retirant de ce secteur fait qu'il n'a pas investi dans le renouvellement des raffineries, et donc ce ne sont plus que de vieilles usines.

L'État a aussi vendu le sous-sol… On peut dater cette politique de 1988, avec la présidence Salinas, mais elle avait déjà été amorcée dix ans auparavant. Ce qui est « drôle», c'est que le Mexique a été beaucoup plus néolibéral que les États-Unis et n'importe quel autre pays. Il a pris à la lettre le discours selon lequel il fallait permettre toutes les importations – comme celle du maïs, ce qui a détruit ce secteur. Les États-Unis, l'Europe se protègent quand même ; le seul pays qui ne protège rien, c'est le Mexique. Ses gouvernements néolibéraux ont détruit l'agriculture, privatisé les terres communes, selon la théorie des avantages comparés : tu exportes tel produit car localement tu en tires quelques bénéfices, et tu en importes tel autre parce que chez toi il coûte plus cher. Mais ça on ne peut pas le faire avec des produits stratégiques comme le maïs…

Aux États-Unis, un hectare de maïs produit 20 tonnes, ici c'est 2 tonnes. En théorie, il est productif d'importer du maïs et d'exporter des fraises ou des tomates, denrées soi-disant chères.

Le problème, c'est que le maïs n'est pas n'importe quel produit, vu son importance dans la nourriture ici, et ainsi le Mexique dépend maintenant totalement des importations, des exportateurs, des États-Unis, il a perdu son indépendance alimentaire en ne produisant plus tout son maïs, et son indépendance énergétique en donnant le pétrole à des compagnies étrangères. Il y a de plus le problème des mines canadiennes et de tous les mégaprojets contre lesquels des luttes sont menées, surtout par des communautés indiennes. Il y en a dans les États du Chiapas et d'Oaxaca, et un peu partout dans le Nord : les mines du Guerrero (État où ont disparu les 43 étudiants en 2014 à Iguala, et je suis persuadé que cela a un rapport) produisent une quantité d'or incroyable (la seule mine de Goldcorp a produit en vingt ans plus d'or que deux cents ans de colonisation espagnole). Tout cela entraîne d'énormes dommages écologiques.

Les enlèvements d'Iguala

Peux-tu revenir sur la disparition des 43 étudiants ?

Cette disparition, qui a eu lieu dans la nuit du 26 au 27 septembre 2014, marque un tournant dans l'histoire du Mexique – comme les 400 morts de la place des Trois-Cultures, à Mexico, le 2 octobre 1968 (1). A

(1) On lira sur le site de l'OCL (http://www.oclibertaire.lautre.net/) le texte de Claudio Albertani «Le crime d'Iguala et l'insurrection qui vient »



l'origine, il y a l'offensive menée par l'État contre les écoles normales rurales (2). Ces écoles sont une structure complètement contradictoire avec l'idéologie néolibérale en vogue. Les 43 étaient élèves enseignants à l'école normale d' *Ayotzinapa* (3) dans le Guerrero – une école qui est encore plus militante que les autres (Lucio Cabañas, guérillero très connu [4], y a étudié avant de passer à la clandestinité). Ce ne sont pas des libertaires, plutôt des marxistes-léninistes, qui méritent le respect pour la tradition de lutte qu'ils maintiennent. L'État a toujours développé un grand niveau de violence contre ces écoles rurales, en particulier contre celle-ci, mais la répression s'est accentuée ces dernières années – en 2009, des étudiants de cette école avaient déjà été tués.

La décomposition du système politique mexicain, surtout dans l'État de Guerrero, explique aussi la disparition des 43. Ce qui est frappant, pour ceux qui croient en la gauche, c'est que leurs bus ont été attaqués par des policiers municipaux à Iguala il y a eu alors également 6 morts et des dizaines de blessés –, dont le maire est supposé de gauche : il appartient, comme le gouverneur de l'État, au Parti de la révolution démocratique. *[Scission de gauche du Parti révolutionnaire institutionnel ou PRI, le PRD a été fondé en 1989. Il est membre de l'Internationale socialiste, et l'un des trois grands partis mexicains avec le PRI et le PAN, démocrate-chrétien – NdR].* Mais ici (où, en plus de l'or, on fabrique de l'héroïne), on a découvert qu'il existait des liaisons organiques entre le gouvernement et le crime organisé. Plusieurs cartels de narcotrafiquants se disputent le terrain et sont protégés par le gouvernement et les mairies du Guerrero, ainsi que l'État fédéral; ces trois niveaux se disputent l'alliance avec les différents cartels de drogue. Tout est pourri. Il ressort d'une étude réalisée par un ami que là où il y a une mine d'or il y a également de la violence et des relations ambiguës entre l'État et les groupes criminels.

A mon avis, les événements d'Iguala ont été provoqués par un mélange explosif : la drogue, la protection des mines d'or et les étudiants révolutionnaires. On ne peut cependant pas dire quelle en a été la cause principale.

L'histoire du Mexique le montre de plus, chaque fois que des gens se défendent, surtout à la campagne, on assiste à des massacres. La « sale guerre » des années 1970 continue. Il est possible que les gouvernants veuillent ainsi virer tout ce qui ne fait pas consensus avec le capitalisme actuel en faisant le vide autour des personnes qui résistent, y compris par des meurtres…

Que faisaient les étudiants disparus cette fameuse nuit ? Les normaliens ont l'habitude de s'emparer de bus et de les détourner pour se déplacer – se rendre à une manifestation, opérer des collectes dans différents endroits *[un peu comme, en France, les occupations de trains pour se rendre à une manif – NdR]*..C'est fait aimablement et presque avec l'accord des chauffeurs. Pour pouvoir se rendre à Mexico afin de participer à la manif du 2 octobre dans le cortège des normaliens, ces étudiants ont donc détourné trois bus, mais l'État a alors monté une opération dans laquelle les trois niveaux de gouvernement étaient impliqués. Quand les étudiants sont entrés dans Iguala pour changer de bus à la gare routière, la police fédérale et l'armée ont encerclé la ville (on ne pouvait ni y entrer ni en sortir), puis elles ont laissé le champ libre aux gens des cartels criminels locaux pour faire le sale travail. Ils ont tué 6 personnes (3 étudiants et 3 personnes qui se trouvaient dans un car de jeunes footballeurs) et en ont enlevé 43 autres, qui ont « disparu ».



Beaucoup pensent encore que les 43 sont encore vivants et qu'il faut les retrouver…

Je ne dirai pas qu'ils ne sont plus vivants, car je soutiens la lutte des familles qui veulent les retrouver vivants. Je dis qu'il faut au moins savoir ce qui s'est passé ! Ce qui est intéressant, c'est qu'après ces événements la situation s'est retournée, parce qu'au Mexique tuer un étudiant, après 1968, c'est toujours grave. Ce qui s'est passé à Iguala a traumatisé la population, il y a eu une vague d'indignation.

Je n'avais jamais vu, depuis trente-huit ans que je suis là, de manifs aussi importantes et autonomes que celles qui ont eu lieu entre octobre et novembre 2014. De plus, les protestations n'étaient pas concentrées sur Mexico, le Guerrero ou le Chiapas (les régions habituellement les plus réactives), elles étaient visibles dans tout le pays y compris le Nord où il n'y avait jamais rien auparavant. Le mouvement pour les 43 a duré jusqu'à l'été 2015, avec un pic en novembre 2014 puis avec l'appel à boycotter les élections de juin 2015 qui a plus ou moins fonctionné dans l'Etat de Guerrero).

Les zapatistes, ont participé au mouvement, mais pour les partis politiques ce ne fut pas le cas. Par exemple, Morena n'y participait pas en tant que tel *[le Mouvement de régénération nationale, qui se veut le parti de la « vraie gauche », contre la corruption et pour la moralisation, avait été créé peu auparavant par Lopez Obrador dit AMLO, candidat à la présidentielle de 2018, après les échecs de sa candidature en 2006 et 2012 – NdR].*

Morena est ce qu'était le PRD il y a vingt ans : un parti de gauche avec un potentiel de lutte. Il aurait pu appuyer le boycott et le mouvement en cours – d'autant que dans le Guerrero, où ses membres ne sont pas nombreux, ils n'avaient rien à perdre –, mais ce n'est plus un parti de lutte, c'est un nouveau PRD, c'est-à-dire un nouveau PRI.En tout cas, le boycott des élections de 2015 a convaincu qu'il était possible de bloquer un processus électoral.

Tous les partis ont trahi…

De France, on a l'impression que la politique de Trump a provoqué un repli nationaliste au Mexique. Ce repli a-t-il tué ou assoupi la conflictualité sociale ?

L'objectif de cette mobilisation nationaliste est sans doute de couper la tête du mouvement anticapitaliste, mais je ne pense pas que ce soit une réussite. Les gens n'y croient pas – ni à Nieto qui n'a que 7 % de soutien dans la population, ni au PRD, ni à rien : tous les partis ont trahi, et Morena sera le prochain. Ce qui manque surtout, c'est la détermination pour lutter, les perspectives.

Morena est majoritaire à Mexico, et fort aussi à Oaxaca. C'est un parti qu'on ne peut comparer à aucun autre en France, et c'est simplement la dernière chance pour le capital de contrôler le mouvement social. Il y a en son sein beaucoup de gens qui ont soutenu les zapatistes, mais qui croient en la possibilité d'un changement au niveau national par la voie parlementaire. Ils voient Morena comme la seule alternative, et ce parti a effectivement une chance de ga-

(2) Ces écoles sont nées en 1935 dans un contexte de réforme agraire et du système éducatif mis en place sous la présidence de Lázaro Cárdenas. L'éducation rurale était l'une des priorités du gouvernement, notamment pour que les enseignants implantés dans les communautés aident les paysans à réclamer les Ejidos communautaires (terres communales).Cardenas, élu en 1934, permet à partir de 1936 l'accueil des réfugiés espagnols fuyant le franquisme, en même temps que de nombreux autres réfugiés politiques, dont Trotsky. Il fonde le PRM (Parti de la révolution mexicaine), l'ancêtre du PRI.

(3) Un livre vient de paraître : Rendez-les-nous vivants ! Histoire orale des attaques contre les étudiants d'Ayotzinapa, de John Gibler (traduit de l'espagnol par Anna Touati, 210 pages, 18 euros, Éditions CMDE, collection « Les réviseurs de la nuit », Toulouse, avril 2017).

(4) Lucio Cabañas est un guérillero, membre du Parti des pauvres né en 1967 à la suite d'un massacre collectif dans une école primaire du village d'Ayotac. Lui-même fut tué en 1974 lors d'une embuscade tendue par l'armée.



gner face à une droite déconsidérée : le PRI est très déprécié et le PRD plus encore, ils ont gouverné pendant douze ans et ont détruit le pays.

Lopez Obrador est en train de passer des accords avec le grand capital. Il en a chargé un gros entrepreneur du Nord, qui devrait être infréquentable pour avoir trafiqué tous azimuts mais qui lui donne de la crédibilité vis-à-vis du grand capital de Monterrey, avec Carlos Slim (« l'homme le plus riche du monde ») qui verrait son élection d'un bon œil. Il y a peu, je pensais que Lopez Obrador n'avait aucune chance, mais maintenant je le vois faire n'importe quel compromis avec les forces capitalistes pour arriver à la présidence et monter dans les sondages. Une fois président, ça sera la même histoire que d'habitude.

Le Mexique est un pays où les chefs (*caudillos*) ont beaucoup d'importance. Marcos en est un aussi, comme tous les chefs politiques ! Les gens sont pris entre plusieurs *caudillos*…

Il existe des collectifs autonomes, c'est vrai – par exemple dans les lycées –, mais pas au niveau du mouvement ouvrier,où les luttes demeurent très sectorielles.

Le secteur qui mène des luttes anticapitalistes est celui des instituteurs. Au moins 300 000 personnes font partie de la dissidence du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), syndicat mafieux qui possède 1,5 million d'affiliés. Elles sont organisées de manière autonome et ont mené des luttes héroïques dans le pays (leur dissidence est ultramajoritaire à Oaxaca). Ce sont ces instituteurs, par exemple, qui ont lutté contre la réforme du secteur pétrolier, pas les ouvriers de ce secteur.

L'EZLN et les mouvements sociaux

On a très peu vu l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) dans ces mouvements…

La lutte zapatiste est une autre histoire. Quand elle a commencé, il y a vingt-trois ans, les zapatistes ont de suite eu la capacité de rassembler des gens au niveau national. Mais cette dynamique a baissé après deux ou trois ans, jusqu'à la fin des années 1990 – la rencontre intercontinentale qui a eu lieu au Chiapas, en 1996, ayant été son point culminant.

Cette baisse a deux raisons: la première, c'est que le Mexique, comme l'Italie, est conservatrice avec une minorité assez révolutionnaire. Quand l'EZLN est apparue, beaucoup de gens non organisés se sont mobilisés pour des raisons humanitaires ; ils ne voulaient pas de massacres, et l'État mexicain n'a pas pu en organiser grâce à cette réaction de la société civile. Mais ces gens-là n'étaient pas prêts à un vrai changement, pas pour un mouvement révolutionnaire.

La seconde raison est que l'EZLN a un discours qui ne correspond pas à sa pratique : son discours assez libertaire est allé droit au cœur de beaucoup de gens, et dans le monde entier, mais sa pratique est celle d'une organisation maoïste traditionnelle. Les relations fraternelles avec les zapatistes sont possibles, mais très compliquées – surtout quand il s'agit de rapports avec d'autres organisations, libertaires ou autres, ou simplement de relations politiques. Les choses changent si tu vis là-bas, dans les communautés, à travers des rapports personnels, au niveau individuel. Le problème, c'est que la plupart des gens ne peuvent pas aller vivre avec les zapatistes, si bien que les relations des zapatistes avec des organisations ou des groupes mexicains, ou internationaux, ont tourné au vinaigre et beaucoup de gens se sont retirés de cette lutte.

Quand je suis rentré au Chiapas, en 2014, pour les 20 ans du mouvement, j'ai constaté qu'il y avait beaucoup moins de gens qu'avant, et qu'en plus les gens présents étaient surtout des jeunes : les personnes qui avaient eu auparavant des rapports avec la lutte avaient décroché.

Cette difficulté relationnelle des zapatistes joue-t-elle sur leurs rapports avec les mouvements sociaux ?

Les zapatistes raisonnent en termes de guerre populaire prolongée. Ils ont fait une tournée dans tout le Mexique… avec la police et l'armée qui les accompagnaient. Ils n'ont pas vraiment intérêt à aider les autres mouvements. Ce qui les intéresse, c'est de coopter dans chaque lieu trois ou quatre personnes de confiance, qui seront leurs cadres dans la région. Et cette pratique a foutu le bordel partout car, comme il y a toujours des conflits dans les communautés, cela les amène à s'allier avec telle ou telle fraction en fonction de leur projet… Ceux qui sont restés avec eux, ce sont les gens qui ont encore la mentalité de la IIIe Internationale: loyaux jusqu'au bout, jusqu'à la mort, un point c'est tout – et tu n'es que la courroie de transmission de la ligne du Parti… Tout cela est caché derrière un discours libertaire d'inclusion : on s'aime tous.

Les mouvements indigénistes

Que devient l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO) ?

Le mouvement social qui avait éclaté en juin 2006 à Oaxaca s'est ensuite réuni au sein de l'APPO et c'est peut-être le seul mouvement, au niveau de toute l'Amérique latine (et en tout cas du Mexique), qui a paralysé une ville entière. Une fois encore, il est parti des instituteurs qui, depuis trente ans, mènent des luttes quand leur contrat expire et campent dans le centre-ville. En 2006, un gouverneur particulièrement salaud (Ulises Ruiz Ortiz) a décidé le 14 juin de massacrer les gens présents dans le campement installé au centre-ville depuis le 22 mai, et celui-ci a été attaqué à 4 heures du matin.

On ne sait pas exactement combien il y a eu de victimes, parce que les gens avaient tellement peur que les familles ne faisaient pas connaître leurs morts. Mais cette répression, au lieu d'arrêter le mouvement, a produit une incroyable vague d'indignation,





San Cristobal de las casas

et toute la ville s'est remplie de barricades. Ce mouvement a duré environ six mois, et a été mené par la section 22 du SNTE mais en incluant la population en général – jeunes et vieux, hommes et femmes, chômeurs, commerçants, instituteurs, etc. *[Oaxaca est une ville indienne, un « centre métropolitain » en langage anthropologique, pour toutes les communautés indiennes qui vivent autour – NdR].*Cette section 22 n'existe pas seulement dans la ville d'Oaxaca, elle s'organise au niveau de tout l'État du même nom. Beaucoup d'instituteurs, même s'ils sont originaires de la ville, travaillent dans les communautés indiennes, jusqu'à 200 kilomètres de là. De ce fait, si la ville était le centre de la protestation, la dynamique protestataire s'est étendue bien au-delà. Elle a obligé le gouverneur à partir, et a chassé la police comme toutes les autres représentations de l'État pendant quelque mois. Ensuite il y a évidemment eu une répression terrible, le 29 octobre, avec l'intervention de blindés et d'hélicoptères de l'armée, et beaucoup de morts – là encore, on ne saura jamais combien.

Le mouvement était en effet resté confiné à l'État d'Oaxaca – contrairement à ce qui s'est produit plus tard, en 2014 – et ça a été sa faiblesse. Dans la ville, c'était comme une vraie révolution : barricades, performances artistiques, prises de parole… Le 2 novembre, j'y étais, la police a occupé le *zócalo* (la place centrale) mais les gens tenaient les quartiers tout autour… Cependant, il n'y a pas eu de manifestations de solidarité avec l'APPO au niveau national ; même les zapatistes qui étaient passés dans la ville un peu avant que ça pète (c'était l'élection présidentielle) n'ont pas fait grand-chose pour soutenir cette lutte.

Nous en sommes au même point qu'avant les événements de 2006 : la section 22, une structure de type anarcho-syndicaliste (indépendante de l'État), est le moteur, mais avec des militants qui seraient plutôt marxistes-léninistes (il y a même des militants qui se promènent avec les portraits de Staline !). Il y a aussi des libertaires, mais c'est une minorité. On ne peut comprendre la révolte d'Oaxaca sans comprendre que cette section est le moteur de la dissidence des instituteurs au niveau national. Comme partout dans le monde, le gouvernement se retire et privatise l'éducation, et ce syndicat est parvenu à négocier de moins mauvaises applications de sa réforme. Ajoutons qu'au Mexique l'instituteur a eu un rôle important dans les zones rurales après la révolution. Dans la Constitution mexicaine, il existait récemment encore l'idée d'une éducation socialiste. L'instituteur est comme le curé il a un pouvoir réel dans les communautés, et c'est ce qui incite l'État à vouloir le détruire car ce pouvoir vient en contradiction avec le capitalisme néolibéral de notre temps.

En fait, la réforme de l'éducation menée par le gouvernement a été une tentative de faire disparaître la dissidence des instituteurs en frappant la structure de lutte de leur syndicat et en contrôlant leur force de travail. Les instituteurs d'Oaxaca ont la capacité de venir à Mexico, d'y rester trois mois puis de rentrer sans perdre leur boulot, et ils ont une volonté remarquable. Ils ont certes perdu parce que, après trois ans de lutte avec des hauts et des bas, ils n'ont pas pu empêcher la réforme, mais l'État aussi a perdu car il n'a pas pu détruire l'organisation d'un syndicat qui jouit toujours d'un grand prestige, et qui gagne du terrain dans le nord du pays et dans d'autres secteurs du syndicat.

.Beaucoup de calomnies ont été lancées contre les instituteurs, leur reprochant parfois une collusion avec le gouvernement, alors que cette collusion existe en fait entre lui et la majorité corrompue du syndicat, pas la minorité qui luttait.

Le mouvement est aujourd'hui moins combatif qu'il y a dix ans, c'est vrai, mais il existe toujours, et c'est un véritable mouvement national – tandis que les zapatistes, que nous soutenons évidemment aussi, sont devenus un phénomène local. A Mexico, quand il y a une manif d'un million de personnes, il y a très peu de zapatistes. Au niveau national, le seul mouvement qui peut changer le cours de l'histoire demeure celui des instituteurs.

Un étudiant de l'école d'Ayotzinapa devant la Maison du militant du 12 décembre

A propos des mouvements indigénistes circule assez facilement l'idée que ces mouvements seraient spontanément libertaires (on a vu ça en France à propos du mouvement kanak, par exemple). Qu'en penses-tu ?

Il existe un Mexique postmoderne et un autre Mexique, celui « d'en bas». Les communautés indiennes sont les héritières de civilisations non capitalistes, c'est vrai, et cela leur donne une capacité de lutte sans doute très importante. Beaucoup d'instituteurs en lutte sont indiens, et on voit des communautés se battre contre de grands projets tels que des barrages… Mais en même temps ces communautés indiennes sont assez autoritaires – avec des structures pyramidales, de la corruption comme partout –, et on ne doit pas les idéaliser.

C'est la structure de la communauté qui donne aux gens cette force de lutter: les communautés indiennes ne possèdent pas le secret de la communauté, mais elles gardent le souvenir d'une façon communautaire de vivre, avec l'entraide, etc., alors que ça s'est presque perdu dans les villes.

L'entraide se pratique dès qu'il y a un problème (sur la route ou pour autre chose) : un conseil se forme aussitôt avec des gens volontaires, non payés, pour le résoudre. Ça, c'est admirable et ça donne une physionomie particulière au Mexique – on en trouve des vestiges même à Mexico, car les villes mexicaines sont des villes de paysans : si certains quartiers ont le style californien, dans beaucoup d'autres persiste la structure traditionnelle (catholique, il faut le dire !) parce que des gens originaires d'un même endroit (par exemple Oaxaca) se regroupent souvent et conservent leur système de fêtes aux aspects communautaires.

Le Mexique est ainsi un curieux mélange, très contradictoire, avec tous ces mouvements de lutte mais aussi ces composantes conservatrices (le poids des religions), ces machismes… et idéaliser les communautés indiennes serait une erreur. •